T2137 - 751 - 10,00 F
3792137010003 07510

ISSN 0026-9433

hebdo le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°751 JEUDI 11 MAI 1989 10,00 F

GALA DE SOUTIEN À RADIO-LIBERTAIRE
LE 17 MAI - À 20 H 30 - AU TLP-DÉJAZET

1993 : L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS !

communiqués

• LILLE

« Notre liberté (sociale, sexuelle...) face à l'intégrisme », tel sera le thème du forum-débat organisé le samedi 27 mai, de 15 h à 19 h, au Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (métro Fives), en compagnie notamment de Marc Prévôtel.

• AUBE

Une liaison vient de se créer dans l'Aube, elle invite tous les sympathisants à entrer en contact avec elle par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• VAL D'YERRES.

Un groupe s'est formé sur Yerres, et il invite tous les sympathisants à le rencontrer par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• PARIS

« Colonialisme, lutte de libération nationale et anarchisme », tel sera le thème d'une prochaine brochure de l'association « Les amis de P. Kropotkine ». Afin d'établir un panorama le plus complet possible concernant les positions, attitudes et actions du mouvement libertaire dans son ensemble face au colonialisme, nous faisons appel aux lecteurs du « Monde libertaire » afin qu'ils nous fassent parvenir les documents en leur possession (photocopies). Tout envoi est à adresser à : Groupe S. Haro, c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. En vous remerciant de votre collaboration, salutations.

Cycle de cours sur l'anarchisme

La commission propagande des Relations intérieures organise une nouvelle série de cours. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

• Le 16 mai : « Le mouvement anarchiste en France », ses origines, ses développements, la situation actuelle.

• Le 23 mai : « Fondements économiques d'une société égalitaire », la lutte contre le capitalisme et toutes formes de privilèges.

• Le 30 mai : « Fédéralisme libertaire », une autre manière de s'organiser dans la liberté.

• Le 6 juin : « La question de l'Etat », conception anarchiste et conception marxiste.

• Le 13 juin : « L'anarchisme et le monde du travail », méthodes d'interventions et pratiques libertaires de l'action directe.

• Le 20 juin : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires », l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire.

• Le 27 juin : « L'action au quotidien, les problèmes de l'organisation ».

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII[e] (métro Blanche).

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien ☐
Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

liste des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 3[e], 4[e], 10[e], 11[e], 12[e], 14[e], 15[e], 18[e], 19[e], 20[e].
Banlieue : Seine-et-Marne : Chelles, Coulommiers, Melun — **Yvelines :** Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — **Essonne :** Vallée de Chevreuse, Evry (liaison) — **Hauts-de-Seine :** Asnières, Nanterre, La Défense, Fresnes-Antony — **Seine-Saint-Denis :** Sevran-Bondy, Saint-Denis — **Val-de-Marne :** Créteil, Arcueil — **Val-d'Oise :** Argenteuil, Sarcelles.

PROVINCE

• GROUPES

Aisnes : Anizy-le-Château — **Allier :** Moulins — **Ardèche :** Aubenas — **Bouches-du-Rhônes :** Marseille — **Charente :** Angoulème — **Charente-Maritime :** Rochefort/Marennes — **Côte-d'Or :** Dijon — **Doubs :** Besançon — **Eure-et-Loire :** Chartres — **Finistère :** Brest — **Haute-Garonne :** Toulouse — **Gironde :** Bordeaux (trois groupes) — **Ille-et-Vilaine :** Rennes — **Indre-et-Loire :** Tours — **Isère :** Grenoble, Bourgoin-Jallieu — **Loire :** Saint-Etienne — **Loire-Atlantique :** Nantes — **Loiret :** Montargis — **Lot-et-Garonne :** Agen — **Maine-et-Loire :** Angers, Saumur — **Manche :** Cherbourg — **Marne :** Reims — **Moselle :** Thionville, Metz — **Nord :** Lille (deux groupes), Dunkerque — **Oise :** Beauvais — **Pas-de-Calais :** Boulogne — **Pyrénées-Orientales :** Perpignan — **Bas-Rhin :** Scherwiller — **Rhône :** Lyon — **Seine-Maritime :** Rouen, Le Havre — **Somme :** Amiens — **Var :** Toulon — **Vendée :** La Roche-sur-Yon — **Vienne :** Poitiers.

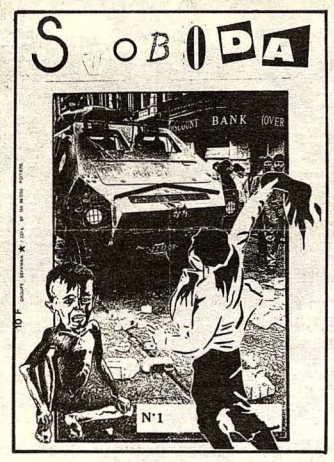
• LIAISONS

Hautes-Alpes : Briançon — **Alpes-Maritimes :** Grasse — **Ardèche :** Tournon — **Ardennes :** liaison des Ardennes — **Aveyron :** Sainte-Affrique — **Charente-Maritime :** Saintes — **Cher :** Vierzon — **Corse :** Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio — **Côtes-du-Nord :** Saint-Brieuc — **Doubs :** Pontarlier — **Eure :** Evreux — **Gironde :** Saint-Médard-en-Jalles — **Hérault :** Béziers — **Jura :** liaison Jura — **Loir-et-Cher :** Blois — **Loire-Atlantique :** Saint-Nazaire — **Morbihan :** Lorient — **Nord :** Douai — **Puy-de-Dôme :** Clermont-Ferrand — **Pyrénées-Atlantiques :** Pau — **Bas-Rhin :** liaison Bas-Rhin — **Haute-Saône :** liaison Haute-Saône — **Savoie :** Chambéry — **Haute-Savoie :** Annecy — **Tarn-et-Garonne :** Montauban — **Var :** Sollie-Pont, Hyères, La Seynes-sur-Mer — **Vosges :** Saint-Dié, Sénones.

éditions

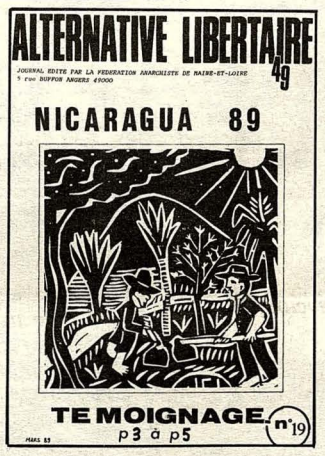
• « SVOBODA »

Le groupe Berkman et ses sympathisants viennent de réaliser un premier numéro du fanzine « Svoboda », qu'il est possible de se procurer à la librairie du Monde libertaire, ou en écrivant au CERIL, BP 166, 86004 Poitiers cedex (10 F le numéro). Le groupe Berkman rappelle que l'on peut le contacter par le biais des Relations intérieures qui transmettront.



• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »

Le n° 19 d'« Alternative libertaire 49 », journal réalisé par le groupe d'Angers, est paru. On peut se le procurer contre 4,40 F en timbres ou s'abonner (35 F, chèques à l'ordre d'ADEIR, 8, rue Buffon, 49000 Angers).



• « MAI 68, PAR EUX-MÊMES »

Le livre « Mai 68, par eux-mêmes » est paru aux Editions du Monde libertaire. De nombreux textes et propos recueillis par « Chronique syndicale », « Femmes libres » et le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste pour la somme de 90 F, cet ouvrage est disponible à la librairie du Monde libertaire.

éditions

• BANDE DESSINÉE

Le groupe libertaire Paris XI[e] de la Fédération anarchiste vient d'éditer, aux éditions du Monde libertaire, un album de bandes dessinées et de dessins antimilitaristes intitulé : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Au sommaire : une préface de Michel Ragon, une introduction de Thierry Maricourt, avec la participation de 60 dessinateurs. Cet album de 96 pages (format 21 x 29,7), avec une couverture en couleur de Tardi, est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 100 F (+ 10% pour les frais de port).

• AFFICHE.

Le groupe de Sevran-Bondy a édité une affiche de propagande pour la librairie du Monde libertaire. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 5 F l'unité, et de 1,20 F au-dessus de 10 exemplaires.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme sans jamais oser le demander ...

...est à la librairie du monde libertaire
145, rue Amelot. Paris 11e. M° République. Tel: 48.05.34.08.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES » N° 59

Le numéro 59 de « Contres vents et marées » vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F à la librairie du Monde libertaire, ou en écrivant à « Contre courant », c/o La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (abonnement 50 F par an).

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

N°751 JEUDI 11 MAI 1989

1993

L'Europe des requins

Les élections européennes du 18 juin approchent, cette fois dans un contexte particulier : la perspective de l'Acte unique européen, aboutissement d'interminables discussions au sein de la CEE. Cette Europe qui se construit, dont on nous parle tant, dont on nous vante déjà les mérites, n'est nullement porteuse d'espoirs.

En juin 1979, le *Monde libertaire*, écrivait, sous la plume de Maurice Joyeux, « *L'Europe qu'on finira peut-être par construire ne sera rien d'autre qu'un élément supplémentaire de désagrégation dans la lutte sans merci que se livrent les nations impérialistes pour survivre* ». Dix ans après, on ne constate qu'une seule chose : la confirmation de tels propos. Que ce soit ici, en Europe, où l'on prépare un espace policé, ou dans les DOM, proies des riches Européens, l'avenir s'annonce bien sombre. C'est ce que nous allons voir plus précisément.

J.-C. PASCAL

LA raison d'être de l'Acte unique européen (AUE) est d'instaurer un espace économique unifié en Europe occidentale (1). Il est donc prévu la libre circulation des marchandises, des capitaux, des personnes (salariés et professions libérales), des services, l'harmonisation des fiscalités... Ce qui représentera un gigantesque marché de 320 millions de consommateurs potentiels.

L'Europe des requins...

En juin 1955, les ministres des Affaires étrangères des Six (2) annonçaient que l'objectif du marché commun était de « *maintenir l'Europe à la place qu'elle occupe dans le monde, pour lui rendre son influence et son rayonnement, et pour augmenter de manière continue le niveau de vie de sa population* ».

L'AUE est donc la suite logique de ce processus en cours, il s'agit aujourd'hui de mieux résister aux offensives des Etats-Unis et du Japon.

L'année 1993 est devenue le nouveau miroir aux alouettes agité par les politiciens. Pour certains, une relance économique est à prévoir, le Parti socialiste pronostique déjà la création de près de deux millions d'emplois à long terme et une relance de la croissance. Pourtant, selon le rapport de M. Marin, vice-président de la Commission de Bruxelles, « *la création d'un grand nombre de nouveaux emplois s'accompagnera de la disparition de beaucoup d'autres et, même si le solde doit être positif à moyen terme, les nouveaux postes de travail créés ne se situeront pas dans les mêmes secteurs. Ils ne demanderont pas les mêmes qualifications, et ils ne seront pas localisés dans les mêmes régions* ». Entre 1977 et 1985, plus de quatre millions de travailleurs (dont un tiers dans les secteurs de la métallurgie et de la sidérurgie) ont perdu leur emploi, et à partir de 1993 on peut s'attendre à ce que la multiplication d'accords inter-entreprises et de fusions entre les groupes financiers provoquent des « dégraissages » d'effectifs et la ruine de nombreuses et petites entreprises. Autrement dit, la logique de la compétition occasionnera l'approfondissement de la division du travail au sein de la CEE. Selon un groupe d'experts indépendants, « *Les tendances actuelles dans le développement industriel en faveur des industries de haute technologie ne peuvent que faire craindre une accentuation des problèmes des régions périphériques ou en retard de développement* ». Ce qui est confirmé par le ministre italien des Affaires étrangères, pour qui : « *En l'absence d'un difficile travail de péréquation, le marché unique servira seulement aux pays les plus riches pour envahir les plus pauvres* » (3).

Mme Edith Cresson, ministre des Affaires européennes.

Pour parer ce risque, les autorités communautaires, officiellement partisanes d'une « *cohésion économique et sociale* », se proposent de mettre en œuvre des mesures pour « *diminuer l'écart entre les diverses régions les moins favorisées* ». Déjà, en 1957, le Traité de Rome s'était fixé le même objectif : « *soucieux de renforcer l'unité des économies et d'en assurer le développement harmonieux en réduisant l'écart entre les différentes régions et le retard des moins favorisés* ». Aujourd'hui, le bilan est pour le moins négatif.

L'AUE est également un gage de stabilité politique pour les Etats membres. En 1980, le vice-président de la Confédération des industries portugaises révélait : « *Ce ne sont pas des considérations d'ordre économique qui nous amènent à appuyer le processus d'adhésion à la CEE. Les industriels ont vu dans ce choix, une espèce d'assurance contre les risques politiques* ». C'est clair, non ?

En juin 1985, les Accords de Shengen montraient la volonté des signataires (4) d'« *homogénéiser la politique des visas en tenant compte de la nécessité d'assurer la protection de l'ensemble des cinq Etats contre l'immigration illégale et les activités qui pourraient porter atteinte à la sécurité.* » Les problèmes concernant la libre circulation des individus (droit d'asile, extradition, visas, etc.) devraient être résolus pendant la période durant laquelle Paris assumera la présidence du Conseil de l'Europe (c'est-à-dire le deuxième semestre 1989).

Le danger qu'encourt l'Europe ne provient pas seulement du tiers monde, l'Europe policière se perfectionne également pour combattre « l'ennemi intérieur ». Le fichier anti-terroriste européen totalise déjà plus de 30 000 noms, qu'en sera-t-il demain lorsque les relations entre les ministres de l'Intérieur seront quotidiennes ?

Les luttes en Irlande du Nord et au Pays basque espagnol risquent de connaître des lendemains difficiles.. Les accords franco-espagnols et anglo-irlandais ne sont que des amorces d'une collaboration plus globale afin de lutter contre le « terrorisme ». L'heure de la normalisation a sonné, l'Europe ne peut en effet guère se permettre de laisser se perpétuer des zones de conflit à l'intérieur de ses frontières.

Quelle est donc cette Europe que l'on nous vante et que l'on nous prépare ? Une Europe inégalitaire, anti-immigrée, anti-minorité, etc., dans le contexte d'un renouveau de l'extrême droite à l'échelle du continent.

Au nom du défi de la guerre économique que se livrent les puissances industrielles menant la planète à sa perte, la libéralisation et la déréglementation participent tout simplement au perfectionnement de l'Europe capitaliste.

Jean-Claude PASCAL

(1) La ratification de l'AUE est le fruit de négociations qui débutèrent au début des années 1980 et aboutirent à la signature du traité le 2 juin 1986.

(2) France, RFA, Luxembourg, Italie, Pays-Bas et Belgique.

(3) Février 1987.

(4) France, RFA, Luxembourg, Pays-Bas et Belgique.

Europe des 12	Etats-Unis	Japon	Année
2,9	8,5	1,9	1975
7,8	7,6	2,2	1981
10,6	7,2	2,6	1985
10,7	7,0	2,8	1986

Taux de chômage

LES DOM

Tristes tropiques

L'ANNÉE 1993 sera décisive pour les DOM, alors que leurs productions traditionnelles (canne à sucre, banane, rhum) stagnent et même reculent. En Guadeloupe, la production de sucre a diminué de 50% en 20 ans. On ne compte plus que quatre usines sucrières sur la vingtaine recensée en 1946. Le secteur industriel, quant à lui, est encore au stade d'embryon tandis que l'import-export détient une place démesurée. Soixante-dix pour cent des travailleurs occupent un emploi dans le tertiaire, et plus de 30% de la population active est au chômage.

Le constat est donc sans ambiguïté, la dépendance de la Guadeloupe, et des DOM en général, est un fait croissant. Paris finance un niveau de vie superficiel dans ces territoires, afin d'y maintenir son autorité. C'est dans un tel contexte que les DOM vont affronter l'Acte unique européen (AUE).

D'après les propres déclarations du Parlement européen, « *la position périphérique des DOM fait de ceux-ci des postes avancés de la Communauté européenne à partir desquels les résultats obtenus en Europe dans les domaines les plus divers (agronomie, énergie de substitution, nouvelles technologies, aquaculture, lutte contre les maladies de l'homme, des animaux et des plantes, formation professionnelle, etc.) pourraient être propagés et diffusés de manière à contribuer notamment au développement humain, social et économique des régions environnantes* » (1).

Non seulement les entreprises européennes pourront s'installer dans les DOM, mais celles-ci seront des relais pour conquérir des marchés voisins, comme le dit clairement la CEE pour qui : « *Ces régions européennes doivent être les instruments privilégiés de la coopération entre, d'une part, les Etats environnants et leurs organisations aux niveaux régional et continental, et, d'autre part, la Communauté européenne* » (2).

L'avenir n'inspire donc pas l'optimisme. Les DOM seront des bases de départ pour la conquête des marchés américains, de simples relais pour favoriser les exportations. Fini le temps où la France considérait les Antilles comme des réservoirs à produits tropicaux.

Cette « ouverture » aura sans aucun doute des répercussions désastreuses. Tous les domaines seront touchés : petite agriculture, commerces, services ; avec des conséquences inévitables : augmentation du sous-emploi, du chômage, de l'émigration vers la métropole, etc. D'après le rapport du Conseil économique et social, « *Il semble bien, en effet, que si l'on ne crée pas très vite pour les départements d'outre-mer un cadre approprié pour leur développement, l'Acte unique européen de 1992, qui verra se confronter les économies désarticulées des DOM aux économies structurées des pays du continent européen, sera fatale pour toutes les productions '' domiennes '', avec des conséquences fâcheuses sur le plan de l'emploi, sur le plan social et bientôt politique* ».

Jusqu'à maintenant, les DOM bénéficiaient d'un « statut différencié », d'après le Traité de Rome, qui leur accordait un développement plus adapté. Après 30 ans au sein de la CEE, ils se sont enfoncés dans une crise perpétuelle, et ce n'est certainement pas 1993 qui arrangera les choses, malgré les déclarations de bonnes intentions. L'AUE va approfondir les relations Europe/DOM, alors que la Guyane (par exemple) ne réalise que 2% de son commerce avec les pays voisins, le reste arrivant directement du vieux continent, quelle absurdité ! (3)

L'« européanisation » des DOM est à craindre : zone d'écoulement pour les produits d'Europe, base de loisirs pour les gens fortunés, relais pour la conquête de nouveaux marchés, points stratégiques face aux puissances rivales, tel est le sombre avenir qu'on leurs réserve. Le 1er janvier 1993, ces départements français d'outremer seront livrés aux multinationales européennes, et gare à la casse !

J.-C. PASCAL

(1) Le 11 mai 1987.

(2) Le 11 mai 1987.

(3) La Guadeloupe réalise 11% de son commerce avec les îles voisines, la Martinique 3,4%.

Editorial

CE qu'il y a de gênant dans ces groupements politiques hétérogènes qu'on appelle des fronts — et plus encore, sans doute, lorsqu'il s'agit de fronts de libération nationaux —, c'est qu'à terme l'une au moins de leurs composantes se sent immanquablement jouée, flouée, trahie. Point n'est besoin pour cela, d'ailleurs, que lesdits fronts soient parvenus à leur objectif de prétendue libération.

Nombre d'entre eux, avant même l'épisode douloureux qui vient de secouer le FLNKS, nous ont montré qu'ils savaient oublier pour un temps l'usurpateur au pouvoir ou l'occupant colonialiste pour se livrer à de féroces règlements de comptes internes, le plus souvent sanglants.

Du FLN algérien d'hier, spécialiste de l'élimination physique des non-alignés de ses propres rangs, aux divers fronts de libération africains ou latino-américains d'aujourd'hui, cette réalité reste la même. Et si le passé ne suffit pas pour s'en convaincre, l'avenir montrera, par exemple, que les récents propos d'Arafat à Paris et l'évolution supposée — restons prudents ! — de son organisation feront s'agiter les porte-flingues de l'OLP, où déjà, par le passé, quelques rafales de mitraillette ont fait taire les voix modérées qui s'en dégageaient.

Jean-Marie Tjibaou est mort, assassiné par l'un des siens. La tiédeur de ses réactions après le haut fait d'armes de la soldatesque française à Ouvéa, révélatrice des préoccupations du personnage quant à assurer son propre avenir politique, la rancœur qu'elle avait fait naître chez les plus radicaux du FLNKS, l'opposition profonde de ces derniers aux accords de Matignon sur l'avenir calédonien, expliquent ce drame.

Mêler nos regrets aux larmes de crocodiles de la politique est inutile. Dénoncer les notions trompeuses que recouvrent trop souvent les mots « peuple » et « nation », ingrédients des discours patriotico-marxisants, demeure prioritaire. Puisse cette dernière péripétie calédonienne convaincre les intoxiqués du nationalisme que de Lima à Luanda, d'Ajaccio à Nouméa, ce ne sont pas les pays qui doivent se libérer, mais les hommes.

N°751 JEUDI 11 MAI 1989

CORSE

Des tables qui ne tournent pas !

LE conflit se termine donc par un échec, la prime de transport mensuelle de 360 F n'a pas véritablement satisfait les grévistes, qui ont repris le travail en ordre dispersé.

Comme nous le disions au début de ce mouvement de grève qui a duré 70 jours, la CGT et les autres syndicats réformistes ont eu une attitude contre-révolutionnaire. Ce mouvement, sans précédent dans l'histoire corse, a paralysé l'île, mis à plat le faible tissu économique et rendu la vie difficile à la population qui, grâce à l'entraide, à su s'organiser et faire face aux nécessités de la vie quotidienne. Mais à aucun moment ce mouvement n'a été l'objet de mécontentement de la part de la population, au contraire l'opposition des syndicats réformistes à une jonction avec les salariés du privé, les pêcheurs, les agriculteurs et les socio-professionnels est restée catégorique du premier au dernier jour du conflit. C'était probablement dans un mouvement dépassant le cadre de la fonction publique que se trouvait la possibilité de faire plier l'Etat et d'arracher peut-être plus qu'une prime d'insularité...

Les syndicats réformistes

Or, les syndicats réformistes, au travers de leur direction, sont effectivement les garants du capitalisme depuis Yalta, et des remparts efficaces pour le colonialisme dans les territoires comme la Corse. La grande peur de la CGT, de FO et consorts a été, pendant tout le conflit, de voir s'enclencher les mécanismes d'une révolution sociale corse, situation pressentie par de nombreux observateurs qui, pour le moins, ont fait de nombreux parallèles avec Mai 68.

Et ces syndicats ont tout fait pour, d'une part, refuser l'élargissement de la lutte et, d'autre part, rassurer Paris en disant qu'il ne s'agissait que d'un simple problème syndical, auquel cas Rocard leur a donné la réponse qu'il donne actuellement aux travailleurs en lutte !

Tout cela est si vrai qu'avant l'ouverture des tables rondes, des conditions ont été faites par la CGT aux autorités préfectorales pour que le STC ne soit pas invité à la table ronde sur la fonction publique. Le STC n'est pas aussi implanté dans la fonction publique que dans le privé, mais il y est représenté par de nombreuses sections, par exemple à la Santé ou aux PTT qui ont mené grèves et occupations pendant tout le conflit. S'opposer à la participation du STC aux discussions autour d'une table ronde, c'était permettre de ne voir posés que des problèmes corporatistes n'ayant aucun lien avec la situation que vit la Corse...

Occupation par le STC de la chambre régionale des comptes de Bastia.

Les grosses ficelles sont usées

Mais ces quatre tables rondes (fonction publique, continuité territoriale, formation des prix, fiscalité) sont déjà enterrées par l'opinion publique corse, qui a beaucoup mûri ces dernières années. Du temps de l'autonomie et de l'ARC, le gouvernement avait envoyé Libert Bou pour étudier la situation, maintenant il envoie Michel Pradat, simplement aujourd'hui les ficelles sont usées. Chacun sait que l'Etat n'a aucune volonté d'aller au fond du problème et de sortir la Corse de l'assistanat où il l'a plongée. Il garde en plus ses comportements tradionnels : des tables rondes dont il est le maître, où il choisit unilatéralement les partenaires, et, de façon très sélective, il fixe les thèmes et la date des rapports pour début juillet (ils passeront plus discrètement dans la période des vacances).

Pour l'heure, la préfecture a fort à faire pour mettre en place des tables rondes représentatives, elle doit faire face à l'exclusion du STC, demandée par la CGT — même si les responsables affirment le contraire — et au refus annoncé par plusieurs catégories de socio-professionnels et par FO de participer à cette mascarade. A trop jouer avec la Corse, les gouvernements successifs laissent s'accumuler des mécontentements qui alimenteront inévitablement les prochaines révoltes.

Fred ANTONI (Ajaccio)

Paris : Premier Mai désenchanté

Ce Premier Mai 1989 aura été jalonné de manifestations dont l'importance est à l'image du syndicalisme français : en nette régression.

FO n'a pas jugé utile de manifester. Les socialos convergents et réalistes se sont ramassés une belle veste. Le syndicalisme de service n'a pas vraiment rendu service au syndicalisme militant. Un petit millier de manifestants rassemblé à Paris par les CFDT, FEN et compagnie, ça ne fait pas sérieux !

La Fédération anarchiste aura rassemblé, à elle seule, presqu'autant de personnes que ces syndicats. Dommage que les agences de presse et leurs appendices, les quotidiens, n'aient pas jugé bon de parler du rassemblement anarchiste qui n'avait rien à envier aux cortèges syndicaux, en ce matin du Premier Mai.

L'après-midi, la CGT aura occupé le pavé avec une bonne trentaine de milliers de manifestants. Les plus nombreux, et de loin, furent les marxistes turcs, kurdes et tamouls. Les dissidents du PKK-ML (Kurdes), non loin du cortège de nos compagnons de la CNT, avaient une banderole très parlante : Marx-Lénine-Staline-Mao. Une brochette complète de guides éclairés, et une foule disciplinée scandant des slogans avec une grande énergie.

En queue de cortège CGT, les libertaires ont pu défiler avec les anarcho-syndicalistes de la CNT, qui, à plusieurs centaines, constituaient un cortège remarqué. D'année en année, la CNT s'affirme sur la région parisienne. Souhaitons à nos camarades de la CNT de continuer dans cette voie. Histoire de renouer avec un Premier Mai fait de lutte, d'espoir... Histoire, aussi, que les drapeaux rouges et noirs soient plus présents dans ces cortèges où, on le sent bien, le cœur n'y est plus.

XUSEP

RENAULT

Requiem pour la forteresse ?

LE 43e congrès de la CGT se prépare, et dans la tribune de discussion de la *Vie ouvrière*, on cause franc : les syndicats RATP réunis ont perdu, en dix ans, 50% de leurs effectifs, des militants se posent des questions et préconisent le non-sectarisme : « *Redonnons un climat de confiance et non de suspicion à nos militants. Rejetons ces idées de bons et mauvais à la CGT. Reformons un véritable syndicat de masse et de classe en donnant les moyens aux acteurs principaux, c'est-à-dire les syndiqués et les militants.* » Diable, ne dirait-on pas que la CGT se remet en cause par tribune libre interposée ? Ambiance pré-congrès oblige...

Renault-Billancourt

Plus préoccupante est la situation à Renault-Billancourt. Lorsque, le 26 avril dernier, le verdict de la cour d'appel de Versailles est tombé, cassant en fait le jugement du tribunal des prud'hommes de Boulogne : la réintégration des « dix ». Revenons un peu sur les faits, qui remontent à trois ans.

C'est en effet le 7 octobre 1986 que l'inspection du travail autorise leurs licenciements, décision confirmée par le ministre du Travail le 3 mars 1987. Le tribunal correctionnel de Nanterre relaxe le 7 décembre 1987 une partie des « dix » qui étaient, comme par exemple Pierre Léri, accusés d'avoir « *volontairement porté des coups ou commis des violences ou voies de fait* » sur la personne d'un cadre de la Régie Renault.

Le 20 juillet 1988, la loi d'amnistie permet aux élus et mandatés licenciés d'être réintégrés. Ceci est refusé par la Régie, le 19 août 1988, d'où l'intervention du conseil de prud'hommes de Boulogne. Depuis le 1er mars, tout le monde était réintégré dans l'usine. Jusqu'au 26 avril 1989, où la 11e chambre de la cour d'appel de Versailles annule le jugement des prud'hommes.

Depuis, la solidarité s'organise, Renault devenant le fer de lance des mouvements sociaux contre le « traitement Rocard » et l'aval, sûrement donné à la Régie par « Ponce Pilate » Mitterrand, bref comme le disait Viannet contre « *ce gouvernement qui laisse pourrir les conflits et manie le bâton* ».

On pourrait se demander si Renault-Billancourt est encore à sa place dans son rôle de forteresse ouvrière, de « thermomètre » de la combativité de la classe ouvrière française. Jean-Saul Parte, l'auteur préféré de Boris Vian, irait-il encore haranguer les ouvriers métallurgistes place Nationale à Boulogne-Billancourt ? La CGT a eu beau les mettre en tête de la manifestation, en 1989 les luttes ne se passent plus dans les schémas de l'entre-deux-guerres. La présence des travailleurs immigrés dans les cortèges syndicaux, le poids des coordinations dans les derniers conflits sociaux, tout cela conforte objectivement l'érosion des syndicats en tant que force sociale. La CGT reste en tête, mais pour combien de temps ? A part les opposants notoires, qu'elle garde comme des « mauvaises herbes » au coin de son jardin, la CGT ne semble pas prête à accepter en leur intégralité d'autres militants politiques que ceux du PCF... Les exclusions, il y a un an, de militants de la SNECMA sont là pour nous rappeler à la réalité. Ce qui ne nous fait pas nous solidariser de l'attaque patronale portée au PCF et à la CGT, mais les faits sont têtus.

L'union régionale CGT Ile-de-France veut frapper un grand coup le 23 mai prochain en portant en délégation à l'Elysée les signatures recueillies en soutien aux « dix » de Renault. Cela aura valeur de symbole, mais le rapport de forces dans l'entreprise n'est plus ce qu'il était. Renault-Billancourt peut s'enrhumer, plus personne ne bouge... Le capitalisme « high tech » arrive, et l'affronter avec d'autres armes sera une tâche ardue. La page semble tournée, et le prolétariat en bleu appartenir au passé, comme les forteresses ouvrières. Le dire n'est pas du pessimisme, car la vérité fait aussi partie d'une réflexion syndicaliste.

Krasucki dénonçant : « L'acharnement de la direction de Renault ».

Alexis PIERRE

en bref...en bref...

• INSOUMISSION.
Bruno Guilloré, militant du groupe de la Fédération anarchiste d'Anizy-le-Château, insoumis depuis 1983, a vu son pourvoi en cassation refusé par le tribunal d'Amiens le 5 mai 1989. Il purge une peine de 12 mois ferme à la prison d'Amiens. Ecrivez-lui à l'adresse suivante : Bruno Guilloré, n° 14-941-405 C, maison d'arrêt, BP 3005, 80030 Amiens cedex. De plus, vous pouvez contacter le comité de soutien à Bruno Guilloré chez Isabelle Seurin, 19, avenue de Vincennes, Vorges, 02860 Bruyères-et-Montbérault (tél. : 23.24.79.22).

• MANIFESTATION DE SOUTIEN AUX PACIFISTES SLOVÈNES.
Le militant pacifiste slovène Janez Jansa vient d'être incarcéré pour purger les 18 mois de prison auxquels il avait été condamné, en même temps que trois autres pacifistes, par un tribunal militaire pour : « *divulgation de secrets militaires* » (sic !). Le Comité pour la défense de Janez Jansa, David Tasic, Ivan Borstner et Franci Zaerl (c/o « Olibrius », 7, impasse des Chevaliers, 75020 Paris), auquel participe le collectif libertaire « Iztok », appelle à une manifestation le jeudi 11 mai à 19 h, de la place Victor-Hugo à l'ambassade de Yougoslavie (64, rue de la Faisanderie, Paris XVIe).

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

N°751 JEUDI 11 MAI 1989

LA MANIPULATION DE LA RÉFÉRENCE RÉPUBLICAINE

Bicentenaire et mystification

« *On l'a vue* (la Révolution française) *rapprocher ou diviser les hommes en dépit des lois, des traditions, des caractères, de la langue, rendant parfois ennemis des compatriotes et frères des étrangers ; ou plutôt, elle a formé, au-dessus de toutes les nationalités particulières, une partie intellectuelle commune dont les hommes de toutes les nations ont pu devenir citoyens.* »

Alexis de Tocqueville

ANNÉE 1989 : bicentenaire de la Révolution française... L'Etat spectacle signera une fois de plus son éblouissante mise en scène ; le bon citoyen sera sommé de s'en réjouir, et, de feux d'artifices en pétards mouillés, l'événement sera minuté, programmé, comme la dernière exposition universelle des grasseyants triomphes de la bourgeoisie d'obédience louis-philipparde. La révolution est de revue, la révolte, elle, ne peut être célébrée, anniversaires et datée à ce point. On l'oubliera sans nul doute, si besoin est on la refoulera avec d'autres fantasmes et d'autres bougres qui nous sont chers... Il est interdit de spontaner après 22 heures, la

Cent francs de Révolution.

répression est dans l'escalier, les metteurs en scène, on le sait, ne supportent pas le désordre.

L'Etat bourgeois célèbrera son acte de naissance avec le concours des nantis du monde de l'opulence égoïste. Il ne rechignera pas à illustrer, par le truchement de ces exhibitions « artistiques », ce qu'il prétend avoir de légitimité. La première quinzaine de juillet, avec le sommet des sept pays les plus riches du monde sera, elle aussi, un lourd symbole. L'insulte est virulente, cruelle ; lorsque, infestés de la suffisance que leur confère le pouvoir, les coquins aiment se faire passer pour de dévots copains.

Nous allons en direct revoir et fêter, nous disent-ils, la naissance de la démocratie. Misérable compagnie que celle qui s'affichera avec les sourires décharnés de la « maire » Chirac, les componctions magistrales de Tonton Ier, les frétillements ébahis d'un Lang disjoncté à force d'être branché, et pire encore les œillades « Ligne bleue des Vosges », camembert tricolore et renvois nazillons de l'infecte démagogie d'un Le Pen moins mort que jamais (hélas !).

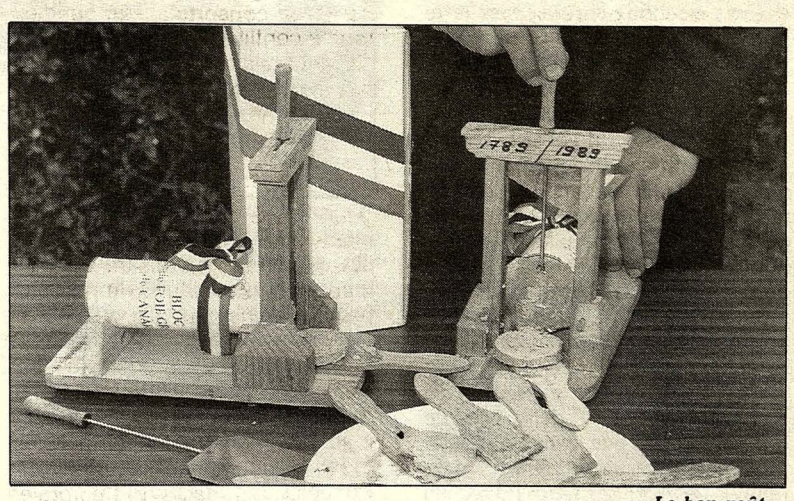
Cette célébration n'a qu'une seule couleur : le rose pâlichon d'un oecuménisme anémié et consensuel. Les représentants s'y croieront, bien sûr, les élus s'y inventeront une épaisseur, les gouvernants y glaneront une grâce, les opposants parlementaires y gagneront une fièvre contestataire de bon goût et de bonne facture en oubliant, comme à l'accoutumée, que seuls les jeunes cons d'aujourd'hui prennent le meilleur ticket pour finir en vieux imbéciles de demain...

Dans l'histoire récente des stratégies d'appropriation de la référence républicaine et révolutionnaire, la Révolution, ou plus précisément (selon notre analyse) la succession conflictuelle de mouvements libertaires et répressifs de 1790 à 1794, est ramenée à un seul bloc, fondateur de l'identité française, réductible aux deux années 1789-1790.

Or, il n'est guère pensable de garder plus longtemps ce mode de présentation nationaliste et puéril. La « Révolution » ne peut se comprendre que par rapport à son amont et son aval : aucune lecture n'en est possible sans connaissance des jacqueries (de même pour les premiers sursauts des guerres vendéennes), aucune analyse n'en sera pertinente sans référence sérieuse et précise à la Révolution de 1848.

Une drôle d'odeur...

Les fièvres révolutionnaires qui se déroulèrent très tardivement encore, dans les campagnes, n'ont jamais signifié une quelconque allégeance de la masse paysanne aux projets centralisateurs et étatiques des Jacobins. Il s'agissait de rompre avec les privilèges cruels et exorbitants des féodalités. L'hostilité de nombre des anciens serfs s'était manifestée depuis longtemps. L'histoire des grandes peurs en France rend facilement compte de l'aspect extravagant des violences et des fébrilités vengeresses qui marquèrent les grandes épopées de la révolte des esclaves de la Terre. L'embrasement de la capitale servit de catalyseur, en précipitant vers une forme historique et décisive le feu courant de ces soulèvements irruptifs.



Le bon goût...

On remarquera, déjà, que le bicentenaire se fera ultra-jacobin en ne célébrant avec éclat et promotions dispendieuses que les événements parisiens, dans la ville même, lieu dans le lieu, référence dans la référence. Bonjour le refoulement ! C'est à une véritable mystification du souvenir révolutionnaire que nous avons affaire, congédié au rang de spectacle édifiant. Robespierre (natif d'Arras, chef lieu du Pas-de-Calais) et Danton remplaceront, l'histoire de quelques « créations », *Dallas, Dynastie, Santa-Barbara,* entre Roland-Garros et le Tour de France.

Ce ne saurait être une surprise pour nous, libertaires, de voir, une fois de plus, la référence révolutionnaire, composite, convulsive et contradictoire, n'être célébrée qu'en ce qui concerne la naissance du droit bourgeois ; et laissées dans l'ombre les perspectives de démocratie radicale, les inventions du champ économique non institutionnalisées, les convictions de générosité égalitaire. De tels courants, qu'on tente de confisquer à notre mémoire aujourd'hui, avaient ressurgi, il est vrai, en 1848, mais là tout le monde est d'accord..., on n'en parle plus, il n'y a rien à célébrer, tout dort.

Nous n'avons que faire de l'histoire falsifiée, apprise par chœur, inventée pour nous soumettre et mise en images par des pédagogues douteux, des chromistes échevelés, pour des enseignements minables car mensongers.

Ne nous a-t-on pas assez dit que le mensonge par omission constituait lui aussi la matière d'un très vilain défaut ?

Si nous voulons célébrer, à notre façon, loin des médias et des flonflons, ce qui se passa durant cinq ans (1789-1794), cela ne pourra se faire que dans un souci d'extrême rigueur de l'analyse, sans idéaliser, nier ou fétichiser, une époque contradictoire de notre histoire dont nous pouvons être les héritiers sans en être les censeurs ou les encenseurs. Rien ne nous interdit de relire Babeuf qui, de plus, n'est pas près d'être évoqué à la télévision... Rien ne nous empêchera de foutre le feu à toutes les guillotines, Bois de justice et autres instruments de mise à mort ou de torture.

Allons, il n'est ni de nos vœux ni de notre ressort que de vouloir rectifier l'Etat bourgeois ! Qu'il s'y commette, sans nous, à nous faire prendre des vessies pour des lanternes, nous, au moins, nous ne nous y brûlerons pas les doigts. Sans compter que les lanternes peuvent servir à bien d'autres choses, certains aristocrates en savent quelque chose. A la différence des Sans-culottes d'hier, nous avons *aussi* le bon bourge replet dans nos colimateurs. Basta !

On ne peut parler des droits de l'homme et nier le droit des peuples que nous continuons à coloniser.

On ne peut plus parler de fraternité en laissant dans les prisons ceux qui ont des idées ; et dans les bétons carcéraux des cités sans joie, où le beauf fait la loi et la crapule lepéniste ramasse la mise, les jeunes qui n'ont le choix qu'entre le chômage, la dépression, la came ou la crasse.

Nous n'en pouvons plus d'entendre des sbires parler du peuple français, alors qu'ils ne supportent pas la population réelle et vivante de ce pays, bigarée et généreuse que nous rencontrons tous les jours où un peu d'oxygène entre dans nos rencontres et dans nos consciences.

Nous n'avons aucune leçon à recevoir de ceux qui nous parlent de la « culture » et de l'« identité » française, alors qu'ils n'ont dans leur tête et dans leur cœur plus aucune civilisation.

Si Marat revenait, il affûterait, sans doute, de la pierre de couteau, nous, nous affûtons les idées pour révoquer la peur de l'autre et la haine de soi.

On ne nous y reprendra pas deux fois, à faire la révolution, si c'est pour la retrouver dans un état pareil. On ne nous y reprendra pas à la confier à un Etat. Toussaint Louverture, tu nous manques quand même bien plus que les autres, tu sais.

Victor Bravo Gauldout

Contrôler les contrôleurs

TOUT le monde ne sait peut-être pas que depuis peu les contrôleurs de la SNCF ne sont plus de simples contrôleurs, mais des « agents commerciaux ». Pourquoi cette nouvelle dénomination officielle ? Pourquoi ce changement ? Pour de l'argent, bien entendu.

Les « nouveaux contrôleurs »

Avant, les contrôleurs étaient simplement chargés de vérifier les billets, de pénaliser les infractions et de faire respecter les mesures de sécurité dans les trains, en principe. Désormais, grâce à leur nouvelle fonction, ils peuvent également vendre des services de la SNCF dans les trains, c'est-à-dire en général des cartes (carré-jeune en particulier).

Cette mesure a été prise de manière à stimuler les « nouveaux contrôleurs » à la vente. Stimuler et même plus, puisque le nombre de carrés-jeune vendus est pris en considération pour les changements de poste ou autre. De plus, ils encaissent 4% de la vente à chaque fois. Résultat : les carrés-jeune étant valables pour quatre voyages, à chaque dernier voyage on a le droit de la part des contrôleurs à une demande, parfois exigeante, de renouvellement de carte, parfois même avant le dernier voyage (c'est à qui le demandera le premier). Pire, des contrôleurs n'hésitent pas à utiliser des arguments mensongers en affirmant, par exemple, qu'il vaut mieux racheter tout de suite car une augmentation est prévue, ce qui est totalement faux.

C'est un contrôleur (honnête celui-là) qui, tarifs réglementaires en main, m'a expliqué cela. Mais il y a encore autre chose. Ce dernier m'a vendu un carré-jeune 147 F en me précisant que les prix avaient diminué (1) à cause de la baisse de la TVA depuis janvier 1989, ce qui était en effet vrai pour les billets, les tarifs étant ancrés dans un ordinateur où il est impossible de les modifier. Par contre, pour les cartes, le prix est celui qu'on nous demande tout simplement, et moi, comme beaucoup d'autres certainement, je suis surpris de savoir que je paie mon carré-jeune 150 F depuis le début de l'année. Explication de mon contrôleur : « *Ils se mettent encore 3 F dans la poche* ». Finalement, c'est presque 10 F à chaque vente (compte-tenu des 4%), que ces agents commerciaux encaissent. Cela ne représente peut-être pas beaucoup d'argent mais le principe est des plus dégueulasse, et cette incitation à la vente et au zèle ne mène qu'à un abus de confiance (toutefois relative) aux services des transports. Confiance relative car, en plus, tout le monde ne sait peut-être pas non plus qu'en cas d'erreur de la SNCF sur les tarifs, pour obtenir un remboursement, il faut payer un forfait de 17 F (tarif 1988). C'est-à-dire que la SNCF se réserve le droit d'une erreur d'au moins 17 F par billet. Remboursements payants : du jamais-vu.

Service public ?

Cette mesure est à prendre dans un procédé plus vaste de commercialisation, si l'on peut dire, des services publics. Ne croyez plus avoir à faire à des gens « neutres » dont le travail est de nous rendre service. Attendez-vous désormais à des vendeurs, des commerçants, bref des requins qui n'hésiteront pas à utiliser tous les arguments possibles, usant de l'autorité que leur donne leur uniforme, pour vous taxer un peu plus. La meilleure solution est de demander à chaque fois la vue des tarifs en vigueur, quitte à passer pour un emmerdeur. En bref, il faut contrôler les contrôleurs.

Personnellement, je ne pense pas que ce ne soit qu'une phrase anecdotique, puisqu'il semble que dans toute société (y compris une société libertaire) des contrôles sont nécessaires ; là pour les transports, que nous voudrions gratuits (tout du moins pour les transports en commun urbains), ailleurs pour l'ensemble des services publics, il faut qu'il y ait aussi un contrôle des contrôleurs exercé par tout le monde : le fameux contrôle à la base, qu'il ne faut jamais perdre de vue, pour toute réalisation libertaire et démocratique.

ALAIN

(1) Les tarifs réaugmenteront à partir de fin mai (il faut s'attendre à ce qu'il en soit de même pour le zèle).

N°751 JEUDI 11 MAI 1989

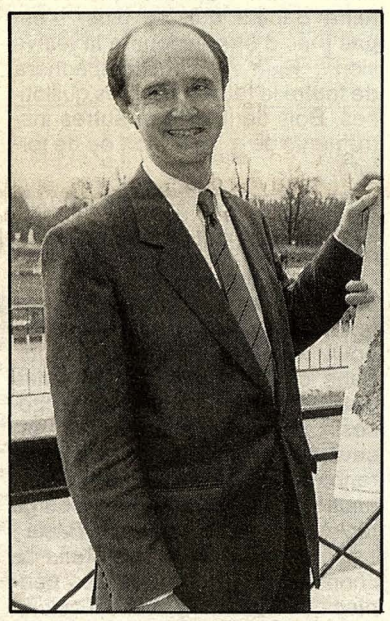
BARRAGE DU SERRE-DE-LA-FARE

L'écologie est à vendre

L'ÉCOLOGIE en France est désormais un enjeu électoral. Au début des années 80, la technocratie pouvait bien construire les barrages de Naussac ou de Villerest sur l'Allier et la Loire, rien ne les en empêcha malgré les quelques oppositions locales. Aujourd'hui, les choses ont bien changé.

Les écologistes ont fait leur percée aux dernières élections municipales, souvent au détriment des socialistes, les sondages leur accordent un bon pourcentage aux prochaines élections européennes et le microcosme politicien se découvre soudain des âmes de défenseur de la nature.

Le projet de construction du barrage du Serre-de-la-Fare en Haute-Loire mobilise alors les énergies des uns et des autres, rassemblant au gré des intérêts locaux ou nationaux dans un gigantesque saladier électoral les partisans (Jean Royer, député-maire RPR de Tours ; la technocratie ; la grande partie de la droite) et les opposants (les Verts ; l'extrême gauche ; la Fédération Haute-Loire du Front national ; Jean-Louis Philibert, député PR de la Loire). Tandis que le marais socialo-centriste s'agite désespérément pour trouver ses marques — la Fédération du PS de Haute-Loire finit par se déclarer contre un projet prôné par un gouvernement socialiste — le



B. Lalonde.

député CDS de Haute-Loire, Jacques Barrot, hésite encore à choisir son camp... Et le ministre de l'Environnement, Brice Lalonde, n'hésite pas à contredire le lendemain ce qu'il soutenait hier. Mais là au moins on peut créditer l'écolo de service gouvernemental d'une bonne opération politique, car pressentant le succès du rassemblement appelé par les opposants (la manifestation du samedi 29 avril regroupa en effet une dizaine de milliers de personnes), il annonce la veille le gel des travaux.

Un barrage utile ou pas ?

Mais le barrage ? Utile ou pas ? A moins de verser du côté de la réaction — c'est-à-dire revenir à un passé qui n'existe plus et qui, plus grave, est mythifié pour ce qu'il n'a pas, jamais, été — les anarchistes se doivent de répondre à la question en fonction des éléments dont ils disposent.

Nous n'avons pas à écarter à priori la réponse positive, tout comme la négative. Deux types d'arguments se présentent. Les uns sont assez facilement réfutables, l'autre est plus problématique.

Les irrégularités administratives dans la confection du projet du Serre-de-la-Fare n'étonneront que ceux qui croient encore à l'impartialité de l'Etat. Les impacts négatifs communs à tous les barrages sont

bien connus, tant au point de vue des risques (rupture éventuelle du mur, engorgement de la retenue, problème de la vidange, eutrophication, turbidité et pollution de l'eau, étiage estival) qu'à celui des illusions (développement touristique dubitatif ou aberrant, justification à postériori du barrage pour rentabiliser des investissements, contre-exemples de plans d'eau du Massif-Central désertés par le tourisme, etc.).

L'argument majeur pour le barrage du Serre-de-la-Fare est celui de la protection contre les inondations. Mais jusqu'où son effet sera-t-il favorable en aval ? A cette question pourtant déterminante, il faut bien constater que les réponses sont confuses. Tout le monde évoque la crue centennale de 6 000 m³ seconde qui provoquera d'importants dégâts économiques et écologiques, mais personne ne s'entend sur le rôle du Serre-de-la-Fare. Les études d'impact sont à cet égard manifestement insuffisantes. Du coup, c'est toute la gestion du bassin-versant de la Loire qui est remise en cause. Indéniablement, le barrage protégera les populations de Haute-Loire, mais ne sert-il pas à cautionner des politiques d'occupation du sol complètement inconséquentes et inacceptables ? On se souvient de l'inondation de septembre 1981 qui entraîna la mort de huit personnes à Brives-Charensac, en aval du Puy, quarante blessés et 450 millions de dégâts, et qui accéléra dans un climat d'agitation la procédure pour la construction du Serre-de-la-Fare. Or, la plupart des dommages survinrent dans des zones inondables qui avaient été soit construites (lotissements pavillonnaires, permis accordés sans vergogne), soit occupées inconsidérémment. L'Etat, L'EPALA et la préfecture s'appuient sur cette gabegie pour imposer le barrage mais, une fois de plus, ils ne font que s'en prendre aux conséquences au lieu de résoudre les causes.

Selon toute probabilité, la crue centennale contenue par la Serre-de-la-Fare n'affecterait les rivages de la Loire que dans la partie amont du bassin jusqu'au barrage de Villerest, près de Roanne. Les Verts ont d'ailleurs pas mal de culot, puisqu'ils prétextent l'existence de celui-ci pour réfuter Serre-de-la-Fare, alors que les écolos de l'époque s'en étaient montrés les farouches opposants.

Jean Royer, lui, réclame à cor et à cri la retenue du Serre-de-la-Fare pour protéger les nouveaux quartiers d'habitation dont il a autorisé la construction dans les zones inondables de la commune de Tours — il n'y a là nulle pathologie individuelle mais simple attitude consciente d'un élu soucieux de défendre ses intérêts et sa gestion, fusse-t-elle mauvaise —, mais rien ne prouve scientifiquement le bien-fondé de sa revendication. Bernard Rousseau, membre du CNRS, responsable de « Nature Centre » et opposant au barrage, évoque plutôt l'opportunité d'un barrage sur le cours aval, celui de La Veurdre par exemple, tout en doutant de la réelle efficacité de ce dernier projet.

Association géographique, fédéralisme libertaire

En tout état de cause, les anarchistes ne peuvent faire l'impasse sur le problème de la sécurité. Grâce aux moyens technologiques modernes, les habitants sont désormais en mesure de protéger leur environnement naturel et de se protéger de lui, car celui-ci n'est pas intrinsèquement bon comme les Verts le sous-entendent ni fondamentalement mauvais comme certains dieux l'affirmeraient. Quand les écologistes, Antoine Waechter en tête (cf. ses déclarations sur le site), soutiennent que la Loire est le dernier fleuve sauvage de France sinon d'Europe, on peut en rire dans la mesure où le cours d'eau est aménagé (digues, radiers, déversoirs, etc.), c'est-à-dire *humanisé*, depuis le Xe siècle !

Si des travaux doivent être accomplis pour le bien réel des populations concernées, il faut les faire, sans se tromper sur la méthode (des pays comme le Japon utilisent depuis un demi-siècle des équipements légers comme les *sabo*, mini-barrages situés dans toutes les vallées en amont, les reboisements protecteurs, etc.) et de façon à ce que les communes en amont qui pourraient être lésées par les aménagements bénéficient de la solidarité effective des communes en aval. Telle est la réalité géographique, telle est l'essence du fédéralisme libertaire.

L'impasse écologiste

Le nœud du problème est à défaire là. Tant que la situation économique et sociale qui conditionne ce type d'aménagement n'est pas organisée au profit des populations riveraines (et de plus loin), rien n'est durablement possible. Bien sûr, le chemin est long jusqu'à cette solution émancipatrice. Mais il faut l'emprunter résolument, en connaissance de cause et en délaissant les impasses à moyen terme des politiciens écologistes.

Car, que nous proposent les Verts ? Les élections, encore les élections, toujours les élections, la mobilisation si elle n'est pas récupératrice n'étant que le tremplin pour les nouveaux candidats aspirant à gérer le système, tout comme les Premier Mai le sont devenus pour les futurs députés socialistes et communistes. Les rassemblements écolo du printemps ont remplacé les défilés ouvriers. Les Verts ont pour stratégie d'investir l'appareil d'Etat, comme leurs prédécesseurs sociaux-démocrates, sauf que le mot de prolétariat est maintenant remplacé par celui de nature dans les discours, alors que cet Etat n'est en rien un organe gérant impartialement la somme des intérêts individuels, mais un système fonctionnant en circuit semi-fermé, pour la classe capitaliste qu'il défend et la classe techno-bureaucratique qu'il alimente.

Tandis qu'Antoine Waechter, tête de liste écologiste aux prochaines élections européennes, se place dans les premiers rangs du défilé contre le barrage, suivi par Alain Krivine (LCR ? Nouvelle Gauche ?), le président de la FRAPNA (Fédération du Rhône de la protection de la nature) appelle sans sourciller Jean Auroux « *à rejoindre aujourd'hui ceux qui se battent contre Serre-de-la-Fare* ». Oui, Jean Auroux, député-maire socialiste de Roanne (Loire), celui-là même qui s'était prononcé contre le barrage de Villerest puis, brusquement, en sa faveur dès que François Mitterrand fut élu président en 1981, celui-là encore qui, ministre, parapha le protocole d'accord pour la construction du barrage du Serre-de-la-Fare. La naïveté, l'inconséquence ou l'inconscience de certains écologistes n'ont d'égal que l'ambition des politiciens se profilant derrière eux pour ramasser la mise du jack-pot électoral et garnir les rangs des nouveaux gestionnaires (plus propres, plus avisés ?) du capitalisme. Les anarchistes ne les suivront pas, bien entendu.

Philippe PELLETIER

Le protocole d'accord pour la construction du barrage a été signé le 13 février 1986 par les ministres Jean Auroux et Huguette Bouchardeau, représentants l'Etat, et par Jean Royer, président de l'EPALA, Etablissement public de l'aménagement de la Loire et de ses affluents.

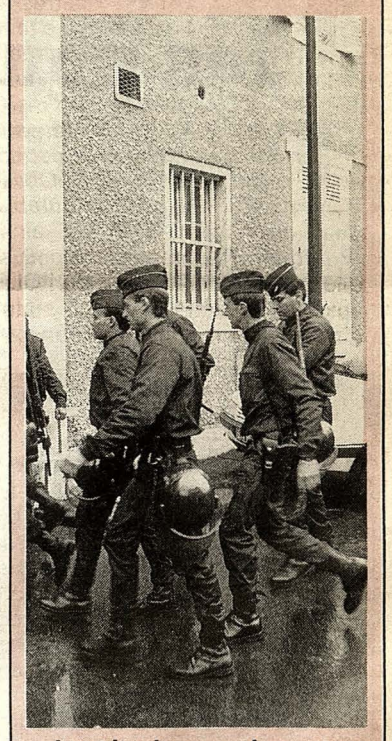
A. Waechter.

Procès des mutins de Poissy

Mercredi 3 mai, trois détenus, Luc Diamant, Eric Pasquet et Vincent Maton, comparaissaient devant la 8e Chambre correctionnelle de Versailles, pour la mutinerie du 11 avril à la centrale de Poissy.

Ils arrivent d'établissements pénitentiaires où ont explosé d'importants mouvements au cours des derniers mois. Tout au long de l'audience, il est apparu qu'ils avaient été pris au hasard, parmi les 200 détenus qui étaient dans le mouvement. Ils purgent, outre des longues peines, 45 jours de mitard. Eric Pasquet, le jour de l'audience, en était à son 21e jour de grève de la faim.

Chacun d'eux explique les raisons de la révolte : les tabassages, des conditions de détention inadmissibles, les provocations des jeunes surveillants qui en sont à leur première affectation, des condamnations de plus en plus implacables et une absence quasi-totale d'espoir en matière de remise de peine, donc de liberté, même à très long terme.



Les témoignages des matons s'avèrent incohérents et contradictoires. Certains ont reconnu les détenus, malgré les cagoules. D'autres prétendent les avoir vus à visages découverts. D'autres, enfin, fournissent des précisions (veste de cuir, survêtement orange) absolument opposées bien que s'appliquant à la même personne. Où donc est la vérité ?

A noter que les surveillants ne se portent pas partie civile. Les plus anciens fournissent des témoignages nettement plus modérés que les nouveaux. Le procureur recquiert 18 mois contre Luc Diamant et 12 mois contre les deux autres. Manifestement, la cour est très embarrassée. Elle a reporté le jugement au mercredi 10 mai.

NICOLE (Gr. Berneri)

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

N°751 JEUDI 11 MAI 1989

YASSER ARAFAT À PARIS

L'an prochain... à Jérusalem !

UN semblant de reconnaissance comptée, mesurée et mégotée à l'aune d'un protocole collet-monté de prudence et de méfiance, un simple petit mot malicieusement lâché à l'occasion d'une conférence de presse... tout ou presque incite à penser que la montagne a, une fois encore, accouché d'une souris.

Pourtant — et la convergence lourde de passion, de bêtise ou de calculs des gouvernements israélien et syrien, ainsi que les « durs » de la galaxie palestinienne ne laisse aucun doute à cet égard — il est des « riens » dont on ne se méfie jamais assez tant ils incarnent, symboliquement, et préfigurent ce que redoutent par dessus tout les maîtres de l'obscurité : à savoir la fin de la nuit.

Bref voyage au cœur de l'événement

La diplomatie étant l'art de négocier la chèvre et le choux, elle a nécessairement besoin du long terme pour épanouir son sens des nuances.

La France, qui a pour elle l'expérience de l'âge, est passée depuis belle lurette maîtresse dans le genre. C'est ainsi que tout en ayant toujours soutenu Israël, elle n'en a pas moins voté aux Nations unies, en 1970, une résolution précisant que « *Le respect des droits des Palestiniens est un élément indispensable à l'établissement d'une paix juste et durable au Proche-Orient.* » C'est ainsi également qu'en octobre 1974 elle soutient l'admission de l'OLP aux Nations unies avec un statut d'observateur. C'est ainsi encore

que le 21 octobre 1974 Jean Sauvagnargues, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Chirac, reçoit Yasser Arafat à l'ambassade de France à Beyrouth ; que le 13 juin 1980 lors du conseil européen de Venise, Valéry Giscard d'Estaing déclare que « *le peuple palestinien, qui a conscience d'exister en tant que tel, doit être mis en mesure par un processus approprié d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination* » ; que le 3 août 1981, et à trois autres reprises, Claude Cheysson rencontre Yasser Arafat ; et que le 3 mars 1982 François Mitterrand déclare devant le Parlement israélien : « *Il appartient aux Palestiniens comme aux autres de décider eux-mêmes de leur sort (...) le dialogue suppose que chaque partie puisse aller jusqu'au bout de son droit, ce qui pour les Palestiniens comme pour les autres peut le moment venu signifier un Etat* ». Et c'est ainsi, enfin, que le 15 juillet 1982, Farouk Kadoumi est le premier dirigeant palestinien reçu à l'Elysée, qu'en 1982 et 1983 on « aide » à l'évacuation des Palestiniens de Beyrouth et de Tripoli, et qu'en septembre 1988, Roland Dumas s'entretient avec Yasser

Manifestation anti-Arafat le 1er mai.

Arafat à Strasbourg à l'occasion de sa venue au Parlement européen.

Comme on le voit, la réception, ces jours derniers, de Yasser Arafat par le président de la République française s'inscrit dans une longue série d'entretiens, de visites et de petites phrases qui tous ne visaient à rien d'autre qu'à garder un deuxième fer au chaud. Qui sait en effet de quoi demain peut être fait ?

Bien évidemment, il fut une époque (celle des détournements d'avions, du terrorisme et des grandes déclarations assassines) où le contact avec l'OLP devait s'opérer dans la pénombre. Mais vu que, le 15 novembre 1988 à Alger, Yasser Arafat a reconnu implicitement Israël en acceptant les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU et que, le 14 décembre 1988 à Genève, il a reconnu clairement « *le droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité* », dans le même temps où il affirmait renoncer clairement au terrorisme, il n'était plus nécessaire de poursuivre dans cette voie.

Restait, cela va de soi, à monnayer l'officialisation de ces relations, et ce fut la fameuse petite phrase de Yasser Arafat précisant que désormais la Charte palestinienne qui, via un certain nombre de ses articles, déniait à l'Etat d'Israël le droit à l'existence était « *caduque* ».

Signifiant et signifié

Comme on le voit, en soi, l'événement de la visite officielle de Yasser Arafat à Paris n'a rien du séisme. Depuis 20 ans, et nonobstant les cliques politiques au pouvoir, la France a toujours su « garder le contact » avec l'OLP, et depuis quelques années cette même OLP s'efforce — ses récentes déclarations et, dans la foulée, ses toutes nouvelles relations avec les Etats-Unis en témoignent — aux « bonnes manières ».

Alors, pourquoi des réactions aussi vives à ce qui en fait ressemble à s'y méprendre à un non-événement ? Pourquoi le gouvernement israélien et la diaspora sioniste s'époumonnent-ils à crier au double langage ? Pourquoi le gouvernement syrien, ses harkis et les faucons de l'OLP hurlent-ils à la trahison ?

Certes, il y a 15 jours de cela, Farouk Kaddoumi, un des principaux responsables de l'OLP, déclarait : « *La récupération d'une parcelle de notre terre ne nous fera pas oublier le reste (...) cela formera alors la base à partir de laquelle nous poursuivrons la prochaine phase* ». Certes, un mois avant la visite de Yasser Arafat à Paris, Nayef Hawatmeh, le chef du FDLP (l'une des principales composantes de l'OLP), déclarait au journal libanais *As Safir* : « *Dans une première étape, l'occupant israélien doit être chassé de Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem* », laissant clairement entendre qu'après cette première étape il y en aurait une autre. Certes, lors de sa venue à Paris, Yasser Arafat s'est payé le luxe d'arborer un badge sur lequel figurait un Etat palestinien englobant l'actuel Etat d'Israël. Mais ce double langage évident diffère-t-il beaucoup de celui d'un gouvernement israélien qui, tout en parlant de paix, laisse les idéologues du Likoud déclamer sur l'air de l'irréversibilité des frontières d'un grand Israël allant de la Méditerranée au Jourdain ?

Certes, en reconnaissant l'Etat d'Israël, et donc en acceptant de voir la Palestine amputée d'une partie de son territoire « historique », Yasser Arafat renie tout ce qu'il a pu dire auparavant. Mais sa « trahison » est-elle d'une autre nature que celle de l'Egypte lors des accords de Camp David ou de la Syrie qui, lors de l'invasion du Liban, a pris grand soin de faire reculer ses troupes au fur et à mesure que celles d'Israël avançaient ?

Soyons sérieux, le double langage et la trahison sont le lot commun de tous les Etats et de tous les politiciens, et là n'est à l'évidence pas le problème. Le problème réside uniquement dans le fait que Yasser Arafat, conscient de l'impasse actuelle de la problématique palestinienne, estime qu'il est urgent d'en sortir et que, ce faisant, il dérange tous ceux qui, à un degré ou à un autre, vivent de et sur cette impasse.

Tout cela, les différents acteurs du drame le savent très bien. L'OLP, la Syrie (qui préfère réserver ses obus au Liban) et l'Iran (qui n'hésite pas à accepter le concours des sionistes contre l'Irak) savent très bien qu'ils n'écraseront jamais militairement un Israël qui possède l'arme atomique. Israël et les Etats-Unis savent très bien qu'ils ne pourront pas éternellement museler, à Gaza et en Cisjordanie, des Palestiniens dont le taux de natalité constitue à moyen terme une bombe à retardement.

Bref, tout le monde sait que le statu quo actuel n'est, dans le temps, gérable et tenable pour personne.

Reste donc à en sortir, et ce n'est rien d'autre que ce que propose Yasser Arafat et l'OLP qui, ce faisant, heurtent de front l'islamisme bovin des ayatollahs, la stratégie cynique d'une Syrie s'accaparant une partie du Liban et des ultras d'un sionisme archaïque.

La fin de la nuit ne signifie pas le début de la lumière

Pour l'heure, en passant sous les fourches caudines de la reconnaissance de l'Etat d'Israël, Yasser Arafat et l'OLP cherchent à obtenir la création (limitée au plan international) d'un Etat palestinien. En ce sens, comme l'explique très bien Bassam Abou Chariff (1), qui se déclare prêt, sous certaines conditions, à cautionner des élections dans les territoires occupés, le but de l'OLP est de conclure la paix.

Là est l'événement ! Et même si on peut légitimement penser que la démarche n'est pas dépourvue d'arrières-pensées, force est quand même de reconnaître qu'il faut un certain courage politique pour oser la paix après des décennies de tueries en tous genres, et alors que l'imposture sioniste prospère comme jamais encore.

La paix, même assise sur une légitimité bafouée, même fragile... ne vaut-elle en effet pas mieux que l'état de guerre permanent qui sévit aujourd'hui ? Un petit peu n'est-il pas mieux que rien du tout ?

Poser la question à ceux qui payent aujourd'hui en larmes de sang l'impasse de la problématique palestinienne permet à l'évidence de comprendre en quoi le revirement de l'OLP ressemble à une réponse.

Bien évidemment, pour le petit monde de la révolution, et donc pour sa fraction anarchiste, la paix basée sur la création d'un Etat palestinien, qui plus est sans garantie aucune d'être édifié sur des bases socialistes et démocratiques, ne constitue pas une perspective enthousiasmante. C'est un fait, soutenir le processus en cours actuellement serait oublier le passé de l'OLP, marcher dans la combine de son double langage, accepter l'inacceptable de sa prétention à représenter seule un peuple, prendre le risque de cautionner une dynamique à la vietnamienne et tolérer l'intolérable de l'Etat et de la division en classes. Mais, c'est un fait également, ne pas soutenir le processus en cours actuellement, ce serait oublier le présent de l'imposture sioniste, marcher dans la combine du double langage israélien, accepter l'inacceptable du martyre des territoires occupés, prendre le risque de cautionner un apartheid de fait, et tolérer l'intolérable des Etats et des divisions de classes.

Ah, pourquoi les anarchistes, qui représentent si peu en France et en Occident, ne représentent-ils pas davantage « là-bas » ? Pourquoi la libre fédération d'individus libres et égaux ne pénètre-t-elle pas les esprits des uns et des autres ? Pourquoi en sommes-nous réduits, là-bas comme ici, à n'être que des spectateurs de l'histoire ? Pourquoi la fin de la nuit doit-elle, une fois encore, signifier autre chose que le début de la lumière ?

Si jamais t'avais la réponse, camarade, n'hésite pas ! Car l'an prochain, à Jérusalem, sans dieux, sans maîtres et sans patrons... ça vaudrait quand même le jus !

Jean-Marc RAYNAUD

(1) In Le Monde *du 4 mai 1989.*

PREMIER MAI EN POLOGNE

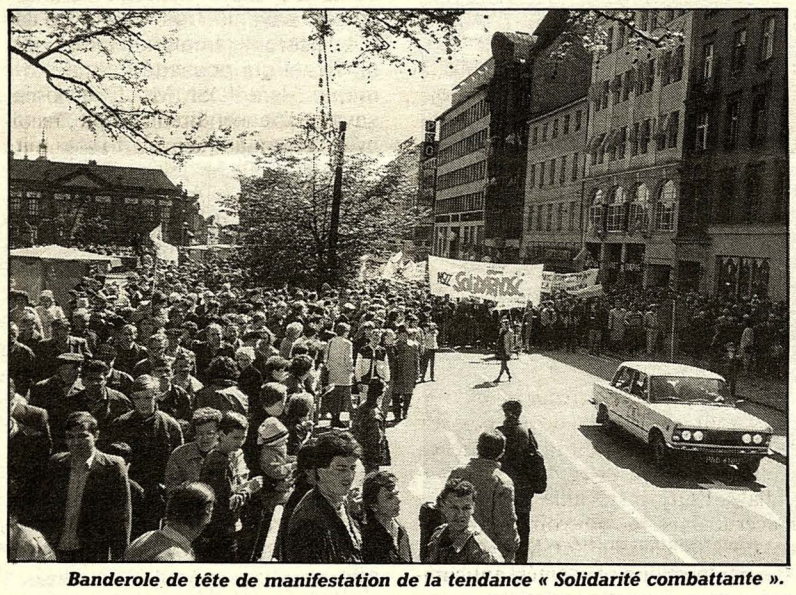
Impressions fortes venues de Pologne

VOICI les impressions recueillies lors d'un séjour en Pologne. Ce bref voyage s'est terminé en beauté par la manifestation du Premier Mai à Poznan. Le « Monde libertaire » vous informe régulièrement sur la situation en Pologne, ces informations sont puisées directement à la source. Nous nous contenterons, dans les lignes qui suivent, de décrire l'ambiance et les faits dont nos camarades ont été les témoins.

La rédaction

Nous n'avions pas encore passé la frontière, que nous assistions déjà dans le train à des discussions politiques passionnées à propos de Solidarité. Solidarité n'était légalisée que depuis une semaine et présentait déjà des listes aux prochaines élections. Il y avait eu la poignée de main entre Lech Walesa et Jaruzelski... Ce qui frappe très vite en Pologne, c'est l'aberration de l'organisation économique, et les Polonais passe le plus clair de leur temps à chercher ce qui est rare ou cher et à faire la queue.

Pour avoir tous ces produits rares et chers, la quasi-totalité des Polonais — ou presque — fait des « affaires ». Ils achètent n'importe quoi, revendent, convertissent des zlotys en devises étrangères et vice versa. Les trains sont toujours bondés de gens portant des sacs, principalement quand ils vont en RDA, à Berlin-Est. Ils s'absentent de leur travail pour vaquer à leurs « affaires », à charge de revanche pour leurs collègues, à chaque fois que c'est possible. Un seul paquet de café peut valoir 17% d'un petit salaire mensuel polonais, alors qu'un loyer avoisine les 25%. Il faut attendre un temps fou pour s'acheter une voiture très chic. Une maison moyenne vaut la moitié d'une Fiat 126. La viande et l'essence sont rationnées. Cependant, le nécessaire vital est assuré. L'inflation étant galopante, les Polonais luttent en faisant un maximum de dettes, et en convertissant les zlotys en devises. En revanche, les membres du parti sont privilégiés et peuvent avoir une voiture et une maison plus grande que les 7 m² attribués officiellement par personne. Il n'existe pratiquement que des hôtels de luxe en Pologne, et les responsables du parti les fréquentent assidûment, tout ceci aux frais des Polonais !



Banderole de tête de manifestation de la tendance « Solidarité combattante ».

Une situation politique confuse

Les Polonais semblent avoir supporté toutes les difficultés de leur histoire en s'appuyant principalement sur deux forces : le nationalisme et l'Eglise. Pour nous, anarchistes, il y a de quoi s'inquiéter. Effectivement, les problèmes sont nombreux, mais sur place nos repères se brouillent un peu. L'Eglise polonaise n'a rien à voir avec l'Eglise française quant à son rôle social.

Force est de constater que l'Eglise a réussi à protéger des militants, que les manifestations du Premier Mai démarrent juste après la messe et que les églises, pourtant grandes, ne suffisent pas à contenir tout le monde.

Si, d'un point de vue philosophique, nous avons toujours eu de grosses divergences avec les Polonais catholiques que nous avons rencontrés, d'un point de vue social, il y avait pas mal de convergences. D'ailleurs, la différence entre modérés et radicaux de Solidarité ne passe pas par la religion. En ce qui concerne Solidarité, la légalisation du syndicat et la participation aux élections provoquent d'énormes débats. Nombreux sont ceux qui hésitent. Quel doit être le rôle de Solidarité ? Quelle est la limite entre organisation syndicale et organisation politique ? Quelles sont les contreparties à la légalisation ? Comment doit fonctionner le syndicat ? Pour l'instant, beaucoup de questions et peu de réponses collectives de l'ensemble des structures du syndicat. Les débats ont lieu en ce moment.

Le Premier Mai

Ces dissensions ont déjà émergé le 1er Mai. *Libération* relate les manifestations en Pologne d'une manière intéressante, mais semble complètement de parti-pris. En effet, *Libération* affirme que les candidats aux élections ont été ovationnés par 30 000 personnes, et il y avait effectivement au moins 30 000 personnes ; et, d'autre part, que Solidarité combattante a été minoritaire dans tout le pays. Or, à Poznan, comme le montre la photographie ci-dessus, la manifestation a été unitaire, mais la banderole de tête était celle de Solidarité combattante. Les candidats présentés par Solidarité aux élections n'ont pas été ovationnés mais applaudis avec l'abstention de Solidarité combattante. La différence avec Wroclaw, Varsovie et Gdansk, c'est qu'il y a eu des défilés séparés et que Lech Walesa a été sifflé. Quand *Libération* note la différence de participation, pourquoi ne pas évoquer le problème des zomos (équivalent des CRS en Pologne) ? *Libération* évoque pourtant le slogan « *Aujourd'hui ils ne tapent pas, venez avec nous* », que j'ai aussi entendu à Poznan. Tout le monde savait que les manifestations oppositionnelles seraient dispersées par la force. Dans ces conditions, la comparaison a peu de valeur. A Poznan, bien qu'unitaire, la manifestation n'en était pas moins radicale. Les drapeaux rouges à portée de main étaient pour la plupart cassés et piétinés. Les manifestants scandaient : « *Jaruzelski le dragon de Wawel* » (château de Cracovie) ; « *Moins de conserves, plus de médicaments* » ; « *Communisme, terrorisme* »...

L'avenir

Même si la plupart des Polonais restent dans l'expectative, beaucoup pensent que le communisme a définitivement perdu, et qu'il le sait. Il faut dire qu'un pays socialiste qui n'organise pas de défilé officiel un Premier Mai, c'est historique. La Hongrie, qui a pris le risque d'en organiser un, a vu les défilés non officiels recueillirent trois fois plus de monde. Mais les problèmes à résoudre sont immenses. Parmi les risques qui attendent la Pologne, il y a celui que la réaction anticommuniste ne se transforme en réaction tout court, et que s'instaure un régime capitaliste.

Les mêmes risques guettent les autres pays de l'Est où les choses bougent en profondeur et, semble-t-il, de plus en plus vite. La Pologne et les autres pays de l'Est ont besoin d'argent, car leur économie est à restructurer complètement, et le retard est immense. Or, les pays capitalistes ne sont pas philantropes, ils exigeront des contreparties politiques. L'exemple frappant de Lech Walesa démarchant des entreprises italiennes, dernièrement, est révélateur.

Pour la Pologne, il paraît improbable que Solidarité maintienne son unité, et même si c'est inévitable (car les radicaux pensent que Lech Walesa a trahi le syndicat) ce sera une victoire du pouvoir polonais.

Une solution libertaire ?

Le mouvement anarchiste est en pleine expansion en Pologne, et la télévision en a donné la preuve en montrant bon nombre de drapeaux noirs et rouges et de drapeaux noirs aux manifestations des radicaux de Solidarité lors du Premier Mai. Comme après chaque période autoritaire ou dictatoriale les esprits s'ouvrent et questionnent. Il n'y a pas beaucoup plus d'à priori contre l'anarchisme que contre des formes d'organisation démocrates traditionnelles. La propagande anti-autoritaire en Pologne est capitale en ce moment et permettra peut-être l'aboutissement d'une solution originale, entre le communisme d'hier et le capitalisme que nous connaissons. Souhaitons que les changements actuels en URSS, en Hongrie, en Pologne deviennent irréversibles et entraînent un bouleversement complet dans ces pays.

VICTOR

Manifestant accrochant une banderole : « Communisme syphilis du peuple ».

BERLIN

Quand les enfants manifestent

LES émeutes se sont déclenchées, selon les rapports officiels de la police, à partir d'une « manifestation révolutionnaire » d'environ 7 000 personnes. La police (les « Bullen ») a été accueillie par une cascade de pierres. Des barricades, des blessés, des arrestations, des vitrines de magasins brisées, des voitures renversées, du feu partout, des bagarres qui ont duré une grande partie de la nuit...

Voilà la façon, une fois de plus, de fêter la Premier Mai à Kreuzberg et dans les quartiers environnants de Neukölln. Rappelons-nous le Premier Mai 1987 au même endroit (voir *Monde libertaire* du 14 mai 1987). Même phénomène, même participants, et tout a recommencé comme la dernière fois, dans les nombreuses petites fêtes de la rue — Strassenfeste — organisées par la population, comme sur le Lausitzer Platz, à l'extrême est de Kreuzberg, là où la rivière Spree et le mur partagent Berlin. Le Premier Mai, c'est enfin le retour de l'été, le jour où les gens sortent de nouveau de leurs vieux appartements encore chauffés péniblement au charbon pour se retrouver, communiquer, discuter, danser et boire ensemble.

Un « village »

Car Kreuzberg, c'est un village. Un village à part, abandonné à lui-même, autonome par ses initiatives propres. Ainsi, ces « émeutes », ces violences, ces batailles qui éclatent régulièrement, et qui semblent surprendre chaque fois de nouveau, ont peu de choses en commun avec la violence qui règne à Brooklyn ou dans d'autres quartiers chauds des métropoles atteintes d'américanisation avancée. On peut se promener la nuit assez paisiblement, à Kreuzberg. Pourtant, il y a deux ans, le magazine *Spiegel* avait publié une série d'articles intitulée « *Das unheimliche Berlin* » (« Le Berlin inquiétant »), où l'auteur expliquait, en frissonnant, qu'à Kreuzberg on distingue les « normaux » — très peu nombreux, en voie de disparition — et les « anormaux ». Ce qui veut dire, en d'autres termes : ancien quartier de prolétaires et de sous-prolétaires, Kreuzberg est devenu, au cours des dernières vingt années, la Mecque des initiatives alternatives, des ateliers autogérés, des communautés, de toutes sortes de créations autonomes d'une population qui a pris son sort en main propre, n'attendant plus et ne voulant plus l'assistance incertaine d'un lointain Etat.

S'y ajoute la forte densité de la population immigrée, turque et kurde principalement, qui a donné à « Klein-Istanbul » (« Petit Istanbul ») de nouvelles couleurs, avec ses bazars, ses marchés, ses pâtisseries et ses restaurants. A ne pas oublier, les petits cabarets de Kreuzberg autour de la Oranienburger Strasse, au bord du mur, lesquels, en s'attaquant à l'actualité, reprennent la tradition des cabarets des années 20 ; ainsi que les innombrables cafés au coin de la rue, où tout le monde se tutoie et discute, souvent à la lumière de chandelles, tard dans la nuit.

Et c'était aussi, bien sûr, le quartier des squatts. Initiative renouvelléé il y a à peine deux mois, juste après l'entrée de la Liste alternative (AL) au Sénat de Berlin, après sa coalition avec les sociaux-démocrates. Premier dur examen à passer pour l'AL, qui avait à Kreuzberg son plus grand nombre de supporters et qui, aujourd'hui, est soupçonnée par certains de « collaboration avec l'ennemi » !

Kreuzberg, ce melting-pot, avec la plus jeune population de Berlin, avec le plus grand nombre de chômeurs aussi, tient fièrement à cette image autonome. Mais, ayant atteint par son originalité une certaine célébrité, le quartier commenca aussi à attirer des cars de touristes à la recherche de folklore ou d'aventures excitantes ; et, par la suite, ce fut l'ouverture de quelques restaurants « chics ». La manière de s'en débarrasser fut aussi typiquement kreuzbergeoise : quelques seaux de... merde y furent versés la nuit (les restaurateurs, comprenant le message, sont partis chercher fortune ailleurs).

Un nouveau radicalisme

Un anarchisme vécu. Et si, toutefois, on veut faire une comparaison, faisons-la avec certains quartiers de Naples... En ajoutant la politisation, et... en laissant à chacun des deux sa singularité, son courage propre.

Tout le monde s'accorde à penser que depuis le fameux Premier Mai de 1987, il y a changement : un nouveau radicalisme — on peut parler, comme le fait le chef de la police berlinoise, d'« *un excès de violence tout à fait nouveau* » — qui se manifeste dans la rue. Un avertissement surtout en direction de la nouvelle coalition AL-SPD au Sénat : attention ! notre radicalisme est toujours là, nous n'attendons rien de votre part.

Mais, en conclusion, on a découvert un phénomène nouveau, déroutant pour certains, l'apparition d'enfants au premier rang des manifestants. C'étaient des « kids » de 10 à 16 ans qui attaquaient la police ; des « kids » qui préparaient et lançaient des cocktails molotovs, foulards palestiniens autour du cou. Et, pour la première fois aussi, des jeunes turcs étaient à leurs côtés. La génération sans avenir, déjà présente dans les combats de rue à Gaza, en Afrique du Sud, à Alger ou au Venezuela, est aujourd'hui également apparue dans les rues de Kreuzberg.

DAGMAR

N°751 JEUDI 11 MAI 1989

SECTE

Les nouveaux Croisés

SANS doute un des « clubs » les plus exclusifs à travers le monde (et qui se déclare sous des statuts charitables), l'OSMM est une organisation, qui, à travers les décades, a rassemblé certains des chefs les plus puissants du monde. Dans des temps plus rapprochés, ce « club » a ouvertement financé des terroristes d'extrême droite tout en se cachant derrière la couverture de respectabilité du Vatican. Cette organisation qui fait remonter ses origines aux temps des Croisades est une société secrète ayant des relations avec des services secrets, notamment la CIA.

Ce club est connu comme l'Ordre souverain et militaire de Malte (OSMM). L'OSMM dispose d'une souveraineté territoriale, mais n'a aucun lien avec Malte. Son quartier général se situe au Palazzo Malta, dans la Via Condotti, à Rome, et son grand maître est le prince Angelo de Mojana di Cologna. L'Ordre souve- rain et militaire de Malte prétend fournir une « assistance humanitaire », entretenir des corps d'hôpitaux, de cliniques et d'ambulanciers, et de fournir de l'aide aux réfugiés. Cela est vrai, mais l'application se fait d'une manière très politique. Lors de ces dernières années, l'OSMM a fourni une aide directe aux Contras et aux forces anticommunistes pro-sud-africaines.

L'organisation sacre des « Chevaliers », et autres titres honorifiques, parmi ses supporters et il a été estimé qu'il y avait environ 10 000 « Chevaliers » de l'OSMM éparpillés à travers le monde. Environ la moitié de ces associés sont liés aux familles royales d'Europe, le reste étant constitué de leaders politiques, d'hommes d'Etat, d'industriels, etc. Les plus influents, au sein de l'OSMM, sont les Habsburg, les Luxembourg et les Hohenzollern. L'OSMM agit comme un point central pour le haut catholicisme conservateur, rassemblant la royauté, l'Eglise, le milieu des grandes affaires et de la finance, l'establishment politicien, comme le communauté internationale liée aux « services d'intelligence ».

L'origine de l'OSMM remonte à plus de 900 ans, à l'époque des Croisades, lorsque les Hospitaliers de Saint-Jean, qui étaient des marchands italiens, montèrent un hôpital pour s'occuper des pélerins à Jérusalem. Leur base attira des hommes d'affaires et commerçants de toute l'Europe et du monde de la finance, leur permettant d'acheter des terrains en différents endroits de la Méditerranée, établissant ainsi plusieurs comptoirs. Les Hospitaliers avaient leur propre branche militaire pour défendre leurs intérêts financiers. Ces « paramilitaires » étaient connus comme les « Chevaliers de Saint-Jean » et constituaient une force semi-mercenaire. De par leurs liens avec l'Eglise, aucun gouvernement n'osa jamais les défier. Les Chevaliers de Saint-Jean étaient des défenseurs de l'Eglise, mais se vendaient aussi à de grands hommes d'affaires. L'Eglise, pour récompenser leurs efforts, leur donna un statut diplomatique, indépendant des pouvoirs souverains. Il fut supprimé par Napoléon I[er], et les Chevaliers de Saint-Jean durent « déménager » vers Rome.

En 1929, l'Ordre reçut une reconnaissance officielle de la part de Mussolini, et durant la période fasciste et la Seconde Guerre mondiale, l'Ordre travailla de manière accrue avec les pouvoirs de l'Axe. Après la guerre, l'OSMM étendit ses intérêts aux activités anticommunistes et ouvrit, au fur et à mesure, ses portes à des capitalistes réputés, actifs dans la défense de l'Eglise ou qui étaient impliqués dans les services secrets antisoviétiques. En 1983, l'OSMM et le Vatican établirent des relations diplomatiques formelles et échangèrent des ambassadeurs. Aujourd'hui, l'Ordre a des relations diplomatiques avec plus de 40 pays et en regard de la loi internationale l'OSMM est reconnu comme une nation (la plus petite nation). Les membres de l'OSMM, qui disposent d'un passeport diplomatique, reçoivent automatiquement l'immumité diplomatique.

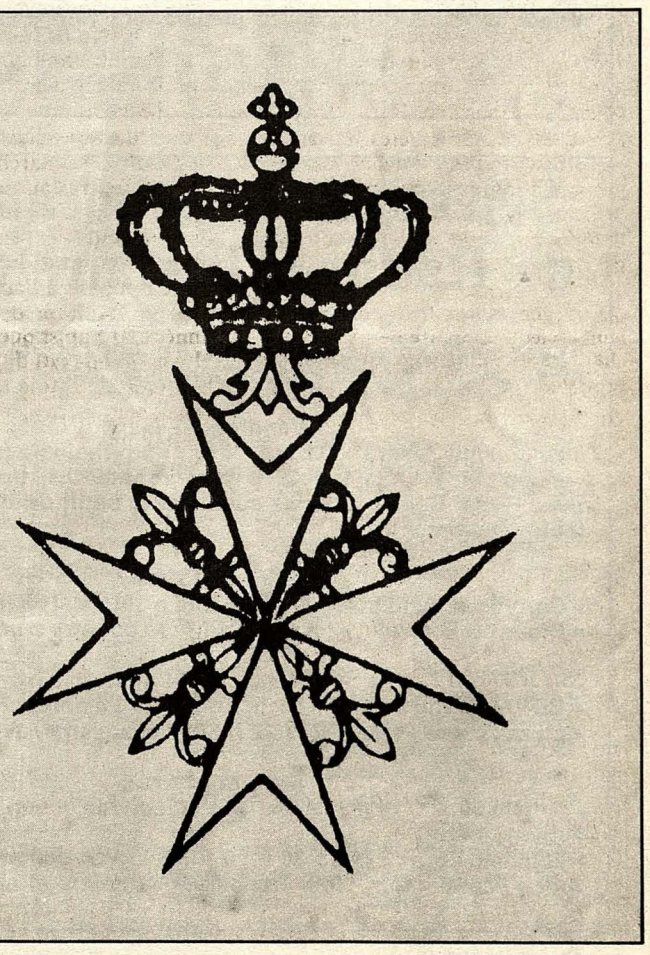
James Jesus Angleton, qui a eu une position d'honneur au sein de l'Ordre, était chef du contre-espionnage à la CIA et avait été mêlé à des tentatives de coups d'Etat en Italie et en Grande-Bretagne. Pour avoir aidé à la mise en place de l'Action catholique (organisation d'extrême droite), Angleton reçut la Grande-Croix du mérite (un des plus grands honneurs de l'OSMM). Luigi Gedda, responsable de l'Action catholique (qui, d'après Angleton, avait été fondée par la CIA et par le Comité civique du Vatican, ce dernier étant aussi dirigé par Gedda) était également membre de l'OSMM.

Parmi d'autres membres éminents de l'Ordre, il faut citer ceux qui ont participé à la tentative de coup d'Etat, dans les années 70 en Italie: le prince Borghese et le général Giovanni De Lorenzo, chef de la SIFA et qui, en 1962, était responsable des carabiniers. De Lorenzo fut également impliqué dans la tentative de putsch de 1964 (Plan Solo) et devint, ces dernières années, député du MSI (parti néo-fasciste). L'amiral Ellery Stone (consul US dans l'Italie occupée) était un autre Chevalier de l'OSMM ; c'est lui qui chargera Angleton de sauver Borghese des mains de la Résistance (Borghese, en tant que responsable de Decima Mas, escadron de la mort nazi, avait été condamné à mort pour ses crimes de guerre). Reinhard Gehlen était un autre agent réputé de l'OSMM. Celui-ci avait été un général nazi et un officier des services secrets de Hitler chargé des pays de l'Est. Après la guerre, Gehlen survécut et alla travailler pour les services secrets américains en Europe, à la tête des services secrets ouest-allemands, BND. Le frère de Gehlen était secrétaire de l'Institut pour une émigration associée — à la tête duquel se trouvait Thun Hohenstein et fondé par l'OSMM — qui organisa un réseau d'évasion pour les nazis en RFA , les fascistes en Italie et leurs sympathisants en Europe de l'Est (...).

L'OSMM créa une branche américaine en 1927, impliquant les Kennedy, les Ford, etc. Son responsable américain est, aujourd'hui, J. Peter Grace, industriel qui a eu des liens avec le III[e] Reich. Ils reçurent, récemment, plus de 10 millions de dollars pour la lutte anticommuniste en Pologne, en Afghanistan et au Sud-Vietnam. La direction de la Fondation comprend aussi dans ses rangs Zbigniew Brzezinski, le secrétaire national et conseiller de Carter et William Simon, le précédent secrétaire US au Trésor (aussi membre de l'Ordre de Malte). Il est important de souligner que lors du procès de la « Contragate », l'Association des commandos aériens admit que la plupart des fonds étaient collectés pour les Contras et envoyés à travers l'OSMM (qui a, en fait, établi des liens avec quasiment tous les pays d'Amérique latine). Le responsable pour El Salvador était G. T. Longhlen, membre de la CIA et précédemment du FBI ; l'ambassadeur de l'OSMM au Honduras est Robert Alejos Arzu qui fournit de l'aide aux Américains de la CIA lors de l'invasion de la Baie des Cochons. Pour l'Uruguay, il y avait Ortolani, également membre de la Loge P2. Le responsable de la Banque du Vatican, le prince Massimo Spada, est également membre de l'Ordre.

Parmi d'autres, notons : le général Santorito, l'amiral Giovanni Torrisi et le général Giovanni Allorverni, Joseph Brennan, Frono, le roi Juan Carlos (qui avait choisi Adolfo Suarez comme Premier ministre et membre de l'Opus Dei), Franz Von Papen, George Bush et Giscard d'Estaing ! La liste est encore longue, et d'autres noms sont encore cités par nos compagnons de *Black Flag*. L'Ordre souverain et militaire de Malte se considère toujours comme gardien de la tradition des Croisés, combattants les hérétiques, qu'ils soient musulmans, juifs ou communistes, et défendant les traditions du conservatisme et de l'Eglise.

Relations internationales



ETATS-UNIS ET AMÉRIQUE LATINE

Maître et laquais...

LA misère, la faim et la vie sombres des uns marquent les fondements de la surabondance des autres. Ceci est applicable dans tous les environnements. Nous retrouvons, entre les pays, le même déséquilibre économico-social. Il y a tant d'évidences, confirmant cette assertion, que nous ne nous étendrons pas plus là-dessus. Cela sera suffisant pour que nous exprimions notre rejet de tous les génocides, avides de pouvoir et de sang. « Yanky-land » est, aujourd'hui (et il l'a été hier), le pays qui, usant de sa puissance économique et militaire, exerce le rôle que tint Caïn dans la légende. Les gouvernants, appuyés par les consortiums internationaux et par la racaille enfarinée que le peuple supporte avec sa sueur et son sang, se sont érigés, depuis des dizaines d'années, comme recteurs de la vie dans la plupart des pays entourant cette partie du monde. Afin d'atteindre leurs objectifs de domination, ils s'appuient sur les canailles de chaque pays, indifférentes aux souffrances subies par leurs concitoyens. C'est ainsi que les assassins qui gouvernent « Yanky-land » imposent des présidents qui se transforment en vils laquais, tortionnaires et assassins, défendant les intérêts des grands maîtres yankies.

Et tout cela, bien sûr, se fait au nom de la « démocratie » ! Afin d'imposer ce qu'ils dénomment démocratie, ils envahissent les pays, bombardent de manière indifférente les populations civiles des pays qui ne veulent pas être les esclaves de cette engeance. Pour celui ou celle qui garde un peu les pieds sur Terre, il n'est pas étonnant d'affirmer que la prospérité économique des Etats-Unis repose sur la plus scandaleuse misère de tous les pays dénommés « sous-développés ». Des millions de citoyens ignorent que dans cette nation, arborant autant d'étoiles sur son drapeau existent plus de trente millions d'indigents qui vivent dans la misère et qui, pour la plupart, se nourrissent dans des institutions privées. Le cynisme, poussé à l'absurde par les « locataires » de la Maison Blanche, est porté au rang de manifeste dans le cas du Nicaragua. Nous citons ce dernier pays car il s'agit d'un cas tellement présent que l'on ne peut le taire. Nous tenons à dire d'avance que nous ne partageons nullement la pensée des sandinistes, ni des marxistes, ni de tous ceux qui symbolisent le principe de l'autorité. Cependant, devant l'injustice, devant l'infamie, il n'est pas possible de rester silencieux, et cela d'où qu'elle vienne. Cela fait neuf ans que ce pays souffre de la guerre civile, car en se débarrassant du monstrueux et servile laquais qu'était Somoza, il ne s'est pas soumis aux diktats des gouvernements yankies.

Durant ces années d'une guerre soutenue par les Etats-Unis contre le Nicaragua (et cela par l'intermédiaire d'ex-militaires somozistes et de mercenaires), les Etats-Unis ont donné leurs ordres et leurs commandements à tous les présidents de la région d'Amérique centrale. Peu importe que lors de réunions organisées par les présidents précités (ou leurs ministres), ceux-ci aient montré une certaine flexibilité envers le Nicaragua. Une fois ces réunions achevées, la Maison Blanche donne les ordres. Lors de la dernière réunion desdits présidents, au Salvador, ceux-ci étaient tombés d'accord pour que, dans un délai de 90 jours, on désarme les mercenaires soutenus par tous les réactionnaires des pays latino-américains. Le Nicaragua, de par ses pertes en vies humaines et en capitaux se verra obligé de faire des concessions. Et cela a déjà commencé...

Les politiciens américains, républicains et démocrates réunis, se sont mis d'accord pour continuer à soutenir avec plus de 400 millions de dollars les mercenaires qui, depuis le territoire du Honduras, attaquent, séquestrent et assassinent des femmes, des enfants et des hommes sans défense, travaillant aux champs. De cela se dégagent deux conclusions : tout d'abord, que la politique des gouvernants des Etats-Unis décide en dernière instance et que le droit de disposer de son propre mode vie n'existe pas, les gens devant se soumettre à la voracité insatiable des vils mandataires qui servent les intérêts des oligarchies existant dans leurs pays. Ainsi, le président du Honduras, qui a signé l'accord de désarmement des « Contras » et de leur expulsion de son territoire dans un délai de 90 jours, a décidé, par un mandat de « Yanky-land » de leur donner finalement l'asile jusqu'à l'année prochaine.

Au Salvador ont eu lieu, il y a quelques semaines, des élections présidentielles auxquelles a triomphé le parti ARENA. Le chef de ce dernier est le major d'Aubuisson. Celui-ci est, d'après le président sortant, Napoleon Duarte, l'auteur intellectuel de l'assassinat de l'archevêque du Salvador, Rivera, puis du massacre réalisé par ses sbires des « escadrons de la mort ». La Maison Blanche a donné son « bon point » au vainqueur... Traiter avec des assassins étant tout à fait normal entre engeances de la même espèce.

Relations Internationales

GALA DE SOUTIEN À RADIO-LIBERTAIRE DU 17 MAI

Rendez-vous avec notre mémoire

ILS m'ont dit : « *Toi qui t'occupes de chanson française, tu peux nous faire une article sur Leny Escudero ?* ». Ça se passait à la librairie du Monde libertaire ; il y a avait Laurent, Nelly et André, du secrétariat radio. Ils m'ont expliqué : « *Leny Escudero est d'accord pour nous faire un gala de soutien au TLP le 17 mai à 20 h 30, il y a des copains qui s'occupent de l'affichage, d'autres de la billetterie, on a pensé à toi pour l'article pour le journal.* »

Ils ont ensuite ajouté que ce gala était vachement important et que la radio avait drôlement besoin d'argent. J'ai répondu que les galas étaient toujours vachement importants selon eux, et que la radio avait toujours drôlement besoin d'argent. Ils m'ont rétorqué que c'était justement pour ça qu'ils avaient ces galas de soutien.

Laurent a ajouté : « *Tu peux nous faire aussi un article sur Sara Alexander, c'est elle qui passera en première partie, tu la connais bien, non ?* » J'ai fait oui de la tête ; la preuve, j'avais justement en poche un article tout prêt sur elle, coïncidence étrange. Je leur ai donc demandé de réserver un bout de colonne, ce qui fut fait.

Mais ensuite, je me suis senti obligé d'émettre quelques réserves... « *Leny Escudero, je ne le connais pas* », j'ai dit, « *ou presque pas ; juste quelques titres* Ballade à Sylvie, Vivre pour des idées *ou* Pour une amourette *(et j'ai fredonné "* Et lorsque l'amour s'est noyé dans ses yeux / J'ai vu que j'venais d'inventer le ciel bleu *"), mais sinon, je ne le connais pas. J'ai juste eu l'occasion de le rencontrer une fois au studio, pour une interview pendant une panne d'émetteur* ». (Entre parenthèses, c'est quand même de ces interviews-là dont on se souvient le mieux, celles où l'émetteur tombe en rade, où l'on oublie le magnéto de reportage, celles où l'invité se fait remplacer par son meilleur copain, celles où le nouveau disque en exclusivité est rayé... mais quand même, là, mes souvenirs étaient passablement vagues par rapport à Leny.) C'est pourquoi j'ai conclu : « *Ecoute, Laurent, je préfère dire non ; Escudero, je ne le connais pas assez. Trouve quelqu'un d'autre pour cet article.* » Et je pensais en mon for intérieur : « *C'est un ringard, un* has-been *qui a presque été viré par la mode yéyé il y a de cela un bail...* »

J'avais un peu honte, mais je trouvais cela plus prudent. J'ai juste promis de réécouter un disque ou deux, « pour voir ». Et je suis reparti chez moi.

Passant rue de Belleville, « *Vieux faubourg qui savait planquer ses ruelles loin des étrangers qui crèchent à Courcelles aux Champs Elysées* », je me suis laissé tenter par la terrasse d'un café. Je m'y suis assis, et j'ai regardé les gens. J'ai vu un gosse, un gamin, le nez plongé dans un manuel d'histoire, révisant les guerres de la Renaissance, la date de la bataille de Marignan. Tout ça au lieu de penser à Margot, « *Margot qui est si belle, et qui ne connaît rien ni d'Iéna ni d'Arcole, mais qui a la peau douce et douce la parole* ». Un « *vrai intelligent* » quoi !

J'ai été apostrophé par un type émêché qui m'expliquait que (je cite) : « *Les gens qui n'aiment pas les bêtes, ils n'aiment pas les gens...* ». Ce à quoi un vigile à l'insigne brun lui a répondu que lui, il aimait bien les bêtes, à commencer par son chien policier à lui.

Plus loin, attablés devant leurs demis, leur journal du soir et de la France, deux gars devisaient, « *Untel est fils d'assassin, il sera assassin comme son père, mauvais sang ne saurait mentir...* » Je leur ai cherché des excuses, peut-être étaient-ils saouls, peut-être s'étaient-ils « *saoulés pour pouvoir oublier ce que l'on n'oublie pas* ». J'ai payé mon café, et je suis rentré chez moi.

Sur le pas de la porte, ma concierge m'a appris que mon voisin était mort. Ça m'a fait un choc. Lui qui vivait seul. D'autant plus seul qu'il « *vivait seul au milieu de la foule* ». Peut-être aussi un peu comme le *Vieux Jonathan* qui « *de sa chienne de vie n'a eu de gratuit que le rire des enfants* ».

Enfin, installé chez moi, j'ai pris un disque. Un disque sous label « A Malypense » (vous vous souvenez « *A Malypense un jour, si revient mon amour, je lui dirai tout bas, rappelle-toi...* »). Et j'ai mis une chanson au hasard.

Van Gogh, Van Gogh mon frère, « *Quand sur tes bras et sur ton dos viendront s'abattrent les corbeaux...* ». Et je me suis souvenu : Van Gogh, des verts, des bleus, des corbeaux, des couleurs jetées sur une toile comme des feuilles mortes à l'automne, comme un cri de jazz ou de tango. Van Gogh, le peintre préféré de Leny Escudero, avec Goya (celui qui ajoute « Chantal » a un gage). Des génies selon lui, pour lesquels il éprouve une tendresse fraternelle. En partie parce qu'ils étaient maudits. Leny reconnaît d'ailleurs la quasi-inanité de ce dernier argument, mais on n'y peut rien, on est marginal ou on ne l'est pas (n'allez pas en déduire qu'il le soit).

Et j'ai regardé la pochette. Un visage comme taillé dans le bois, franc, sec. Un peu comme un grand frère, ou un *P'tit frère*. Et j'y ai décelé, comme caché derrière, le visage d'un enfant. Un enfant qui s'appelait aussi Leny Escudero, immigré, réfugié, qui voulait prendre une revanche sur la vie. Un enfant qui voulait y arriver et s'était promis de faire plus tard le tour du monde. Un enfant à qui Leny adulte avait tenu promesse, délaissant pour un temps la chanson au profit du « voyage » et de l'artisanat.

Un regard fixe derrière des cheveux en bataille ; pour nous observer, nous lire, tenter de débusquer l'hypocrisie partout où elle est, et peut-être est-elle partout ? « *On a dit non, on pensait oui / On fait cocu ses sentiments / On est aussi cons aujourd'hui / Qu'on sera morts dans dix mille ans* ».

Et, pendant ce temps-là, ça gueulait sur le disque, une voix rauque, pleine de sautes d'humeur, clamant une révolte amoureuse de la vie, soliloquant sur la grande farce du catholicisme : « *Tu m'as fait fils de Dieu / Sur l'épaule une croix / J'aurais voulu vieillir / Et avoir des enfants (...) Ce n'est pas Judas qui m'a trahi le plus / Judas criait famine et il marchait pieds nus* », ou affirmant calmement qu'« *on ne peut vivre sans donner son amour* ».

C'était bon comme une odeur de foin, comme une maison à la campagne. Et pourtant, j'ai ressenti comme un malaise, comme une absence. Bon sang ! la batterie, il n'y avait pas trace de batterie dans les orchestrations de Leny ; des guitares, des cuivres, des flûtes, de l'accordéon, des percussions légères ; comme l'envie de faire passer une émotion simple, sans artifice. Comme un grand frère quoi...

Calmement installé, j'ai continué à écouter d'autres disques, d'autres titres. *Parce que tu lui ressembles, Tu te reconnaîtras, L'arbre de vie, La moitié de ton âme* ; vraiment l'odeur du foin coupé, le pas d'un grand frère dans l'allée.

Je me suis précipité sur mon téléphone pour appeler Laurent à la librairie du Monde libertaire. « *Leny Escudero, je ne connais que lui, il fait partie des meubles, de la famille. Oui, bien sûr, je veux bien faire un article sur lui.* »

Mais Laurent m'a répondu que c'était trop tard, qu'à cause des délais de bouclage quelqu'un d'autre s'était chargé de l'article. Mais, si j'y tenais, on pouvait mettre ma signature à moi à la fin. J'ai dit « OK », j'ai raccroché et j'ai réécouté *Vingt ans après*, « *Nous avions rendez-vous avec notre mémoire / Espérant que le temps nous avait épargnés / Le temps qui me criait c'est une vieille histoire...* ». Histoire à réécrire au TLP, le 17 mai à 20 h 30.

Nicolas C.

Communiqué

Radio-Libertaire, la voix sans dieu ni maître de la Fédération anarchiste, est aussi une radio sans publicité, afin de pouvoir garder son entière indépendance face aux puissances financières. Afin d'assurer la maintenance de nos studios, l'équipe de Radio-Libertaire organise régulièrement des activités culturelles, telle que l'expo-vente d'œuvres d'arts du 1er au 8 avril (qui fut d'ailleurs un succès !). Le 17 mai prochain, Leny Escudero et Sara Alexander chanteront au TLP-Déjazet pour Radio-Libertaire. Cependant, la seule rentrée d'argent régulière et sûre reste l'achat de la carte d'auditeur. Cette carte d'auditeur est en vente pour le prix de cent francs à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris XIe. Valable un an à partir de sa date d'émission, elle permet de bénéficier d'un tarif réduit dans plus de soixante salles de théâtre, de music-hall, de cinéma, des cabarets et des restaurants, à Paris et dans la région parisienne. La liste de ces lieux est disponible à la librairie du Monde libertaire. Pensez donc à prendre votre carte d'auditeur !

Radio-Libertaire

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 11 mai

« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invité Janover pour la « Révolution surréaliste ».

Vendredi 12 mai

« H. comme hasard » (12 h à 14 h) : l'ornithologie (rediffusion).
« Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : Tchernobyl, trois ans après, avec Roger Belbeoch et les auditeurs (à partir de 20 h, ils posent leurs questions...).

Samedi 13 mai

« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : Mai 68 (témoignages).
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : le country blues après 1945.

Dimanche 14 mai

« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : Willy Lambil et Raoul Cauvin.
« L'imaginaire » (21 h 30 à 22 h 30) : tabagisme, avec Nasser.

Mercredi 17 mai

« Article 89.4 » (13 h 30 à 14 h 30) : l'individu et son langage, avec Armand Peter.
« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : avec comme invitée Laurence Février pour « Des Françaises » (théâtre et révolution).

CHANSON

Sara Alexander

QUAND Sara s'écrit sans « h », et sans fusil. Quand la gorge se serre, comme un poing pour chanter. Quand les mots de toutes langues rêvent de tuer les fascismes (chacun son tour que Diable !). Quand la force d'une seule guitare renvoit la haine au dernier rang, recroquevillée, malvenue. Quand vos pieds ne vous font plus marcher mais vous servent à avancer. Quand Sara assène les quatre vérités, aux quatre points cardinaux... ou généraux. Quand nous sommes deux, quand nous sommes trois, quand nous sommes quatre, quand nous sommes mille, que nous chantons et que déchantent les colonels aux pays de Mikis, Pablo ou Victor. Quand un certain courage prend corps sous le faisceau croisé des projecteurs devant le noir rideau d'un théâtre ou de la révolte. Quand le corps en question est celui de cette sorcière de Sara. Quand sur la peau mate d'un visage marqué se détachent deux yeux profonds, profonds comme toutes les mers du monde, profonds comme les cinq continents, profonds comme un seul ciel. Quand la voix prend gorge, prend âme et s'envole, déchirant de son aile les brumes amassées dans la salle de spectacle. Quand le rocher salue la pierre, quand le sable s'allie à l'olivier pour essayer de rebâtir un monde. Quand Sara rime avec là-bas, quand Mahmoud rime avec amour, quand Israël rime avec reconnaissance mutuelle, quand Palestine rime avec d'autres rimes. Quand les cordes d'une guitare trament un fil de funambule au-dessus du précipice d'une frontière, celle-là ou une autre. Quand les enfants du Liban ont peur du tonnerre (« Ne t'inquiète pas, ce n'est pas un orage, c'est juste la guerre... ». Quand l'humour donne une grande claque à la mort, à la vie, mais pas à la vitalité. Quand l'hébreu crisse comme du sable sous la dent et que la salle brille comme des étoiles au firmament du TLP. Quand la chanson redescend dans la rue. Quand le chant des partisans du ghetto de Varsovie descend dans nos cœurs. Quand la vie passe et qu'on la remercie mot « amour » ne vous renvoient pas votre portrait en image d'Epinal. Quand les mots mentent, doutent, s'avancent, reculent, se cachent, s'étreignent, s'éclairent, se brisent, s'éteignent, glissent, éclatent, embrassent, jouent... Quand, dans un coin de la salle, quelques grincheux grinchent : « *Encore les mêmes textes de transition* », « *Dix ans que je l'ai vue faire le même spectacle* ». Quand les vieux babas s'extasient

en espagnol dans la langue d'Isabel Para. Quand s'en vont les fleurs, les filles et les garçons, et qu'on les interroge en anglais dans la langue de Pete Seegers. Quand s'en va l'amour au jardin ou en mer et qu'on le laisse filer dans la langue séfarade de l'Espagne moyen-âgeuse. Quand l'amour se décompose en français, se décompose en cinq lettres, en vingt-cinq tableaux, mot incisif incisé au scalpel de la langue. Quand les réflexions sur le d'entendre leurs jeunes voisins reprendre en chœur quelques protest-songs. Enfin bref, quand Alexander chante, laissez-vous porter et portez-la sur vos poings dressés comme des ceps noueux. Car si le vent souffle, il vient de partout ; et il y retourne, avec de la chaleur (si quelqu'un a compris ma dernière phrase, qu'il me fasse signe, et me l'explique...).

Nicolas C.

N°751 JEUDI 11 MAI 1989

LOUIS ARTI

Ça urge aux « Trottoirs »

REVOILÀ l'Arti... Enfin ! Pendant presque un mois, du 2 au 27 mai, aux « Trottoirs de Buenos Aires ». Arti, une gueule, une voix ; une voix forte surgissant du fond des tripes. Il ne vient pas aux « Trottoirs de Buenos Aires » pour faire dans le ron-ron et la poudre aux yeux. Il y a urgence... Urgence de dire, de hurler parfois, des textes bruts, essentiels et sans détour, effilés comme des rasoirs, pour cogner là où il faut, en plein cœur. Il a croisé notre route et s'est arrêté pour nous conter son monde...

Dominick PAGÈS

— **Dominick Pagès :** *Tu seras bientôt, du 2 au 27 mai, aux « Trottoirs de Buenos Aires »... pour un nouveau spectacle ?*

— **Louis Arti :** Pas vraiment, car j'ai gardé la plupart des chansons fortes de mon répertoire, comme *Lothringen* ou *Marie 15 Août*. J'ai également mis en musique un poème de Lorca et conçu une petite mise en scène autour de mes textes. Je présenterai environ une quinzaine de textes et chansons.

— **D. P. :** *Tu seras seul ?*

— **L. A. :** Oui, car la scène des « Trottoirs de Buenos Aires » est trop petite pour avoir des musiciens... C'est le problème des petits lieux ! Enfin, les musiciens seront là, sur la bande. De plus, financièrement, malgré le soutien du Conseil général du Val-de-Marne, je n'aurais pas pu assurer un mois avec des musiciens. D'un autre côté, je désirais un long passage sur Paris, car c'est important : déjà pour prouver que l'on existe, et surtout pour tâcher de s'ouvrir vers un nouveau public.

— **D. P. :** *Tu as un nouvel album en préparation ?*

— **L. A. :** Malheureusment non ! J'avais signé pour trois albums avec CBS... Ils sont faits... J'espère d'ailleurs trouver une production, car j'ai aujourd'hui matière à faire un quatrième album. Le problème, c'est que l'on manque de gens courageux dans la production. Il y a un manque de curiosité et d'intérêt, les gens s'en foutent.

— **D. P. :** *Tu parles des gens de la profession ou des gens en général ?*

— **L. A. :** Les deux... Vois-tu, Céline a écrit *La mort à crédit*, hé bien de nos jours on vit « la vie à crédit » ! Il y a une main-mise de l'étau capitaliste pour tenir l'individu. C'est comme pour le système scolaire qui est fait pour former l'élève sur un programme précis. C'est comparable à une chaîne de montage : tu démarres avec un boulon pour finir avec une bagnole... Nous vivons dans une société qui ne sait plus rêver, où l'on n'aime pas les créateurs. En fait, c'est un problème de valeurs. Moi, j'écoute, je fais le tri, et je prends ce que je veux. Malheureusement, la majorité des gens vivent à la hauteur de ce qu'on leur fait vivre : le laisser-aller, la violence, l'idiotie permanente.

— **D. P. :** *Que changerais-tu si tu en avais la possibilité ?*

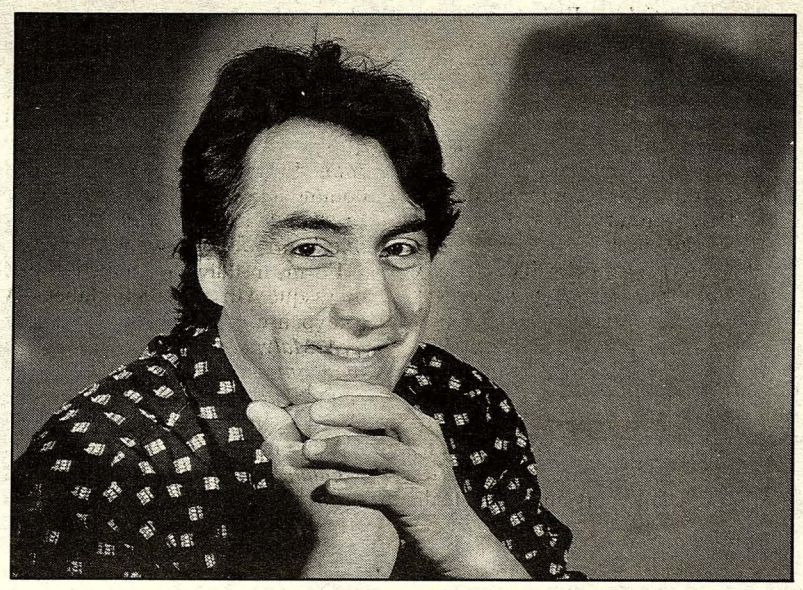
— **L. A. :** J'offrirais une justice. Je donnerais les moyens aux gens de pouvoir construire des villes ensemble et à leur image, à leur dimension, comme cela se fait déjà au Québec ou en Angleterre. Cela permettrait une vie de quartier, un habitat intelligent, un réel échange. Tout cela me tient à cœur, car j'ai des enfants et je songe à leur avenir.

— **D. P. :** *Puisque tu parles d'avenir, tu as d'autres projets après ton passage aux « Trottoirs de Buenos Aires » ?*

— **L. A. :** Oui, un projet superbe avec une troupe de 24 comédiens, le GRAT, dirigée par Jean-Louis Hourdin pour une pièce qui s'appellera *Hurle France* avec notamment, côté chanson, Michèle Bernard et Pascal Mathieu et, côté comédiens, Pierre Henri et Jean-Claude Monteils. Il s'agira d'une création collective et spontanée, nous avons déjà des tournées de prévues dans le Sud, la Bourgogne, Auxerre et Bourges. Vois-tu, c'est la première fois qu'un homme de théâtre fait appel à moi... C'est une belle idée de création, car le mélange des deux « tribus créatives » aboutira sûrement à une belle alliance... Et alors je reviendrais de nouveau à Paris, mais plus tout seul ce coup-là ! Pour conclure, je t'avouerais que les plus belles vacances d'un chanteur, c'est quand il travaille, alors...

Propos recueillis par Dominick PAGES

Du 2 au 27 mai 1989, à 20 h 30, « Les trottoirs de Buenos Aires », 37, rue des Lombards, 75001 Paris (métro Châtelet). Réservations et locations : 42.33.58.37 ; 42.74.20.50 ; 42.06.05.59 ; et les trois FNAC (relâche les dimanches et les lundis).



« Leclerc, l'ami du peuple »

Aux côtés des sans-culottes, sous la Révolution, se sont trouvés des hommes assez désintéressés pour ne pas être attirés par le goût du pouvoir. Ils sont restés des inconnus de l'histoire pour avoir été trop proches du peuple, ce sont eux que l'on appelait « les Enragés », et ils avaient pour noms Jean-François Varlet, Jacques Roux, Leclerc, etc.

Nous vivons actuellement dans une société du spectacle où d'aussi humbles acteurs ne trouvent pas leur place dans les livres d'histoire, c'est pourquoi les Editions Partage Noir ont eu l'excellente idée de s'intéresser à l'un de ces Enragés : Leclerc d'Oze, en lui consacrant une brochure qui se veut la première étude en Français sur l'un de ces agitateurs.

La biographie de Leclerc nous montre un homme qui ne s'est pas seulement contenté d'un changement de régime, mais qui a agis continuellement pour que le mot « égalité » ne soit pas vide de sens : par exemple, en 1793, en allant défendre à Paris la cause des Canuts lyonnais et en se heurtant à l'hermétisme des gouvernants jacobins. Après la mort de Marat, Leclerc publia une feuille appelée *L'Ami du peuple*, titre avec lequel Marat débuta ; c'est pourquoi, pour mieux apprécier la pensée de cet Enragé, les Editions Partage Noir nous proposent un choix d'articles sur des sujets aussi variés que les femmes révolutionnaires, l'école publique, ou encore la violence populaire.

Le but de cette brochure est d'étudier le cri de rage d'un peuple affamé, amplifié par des hommes qui n'ont jamais déserté leur idéal. En pleine crise, ils ont radicalisé le mouvement sans-culotte avec des prises de positions parfois violentes. Il ne nous appartient pas de les juger, mais plutôt d'essayer de les comprendre et de réfléchir, par exemple, sur le texte de la pétition que J. Roux remit à la Convention, il y a deux cents ans : « *La liberté n'est qu'un vain fantôme quand une classe d'hommes peut affamer l'autre impunément. L'égalité n'est qu'un vain fantôme quand le riche, par le monopole, exerce le droit de vie et de mort sur son semblable. La République n'est qu'un vain fantôme quand la contre-révolution s'opère de jour en jour par le prix des denrées, auquel les trois quarts des citoyens ne peuvent atteindre sans verser des larmes.* »

GAËL (CLÉA-Sorbonne)

Leclerc, l'ami du peuple, *Editions Partage Noir, en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 7 F.*

Les crises en thèmes

« *Poètes, vos papiers !* » (Léo Ferré) ; ou « *Poètes à vos plumes !* », c'est ce que fait Manuel Mendés (pseudonyme transparent), en décidant de traduire en vers ses joies, ses tristesses, ses révoltes et ses espoirs. Cela nous donne un recueil de poèmes, écrits de 1974 à 1988. Toute la passion, tout l'enthousiasme que nous connaissons à l'ami Manuel passant à travers ses textes, bousculant allègrement au passage les règles de la métrique, pour aboutir aux rivages de l'espoir libertaire : « *L'amour est anarchie / Sans pouvoir et sans loi / Aucune direction / Aucune damnation / Sois libre et tu seras / Près des autres près de toi mon amie.* » (*The Wall*, 10 octobre 1982).

Yves PEYRAUT

Les Crises en thèmes, *Manuel Mendés, Ed. La pensée universelle, en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 79,40 F.*

« La résistible ascension de l'extrême droite »

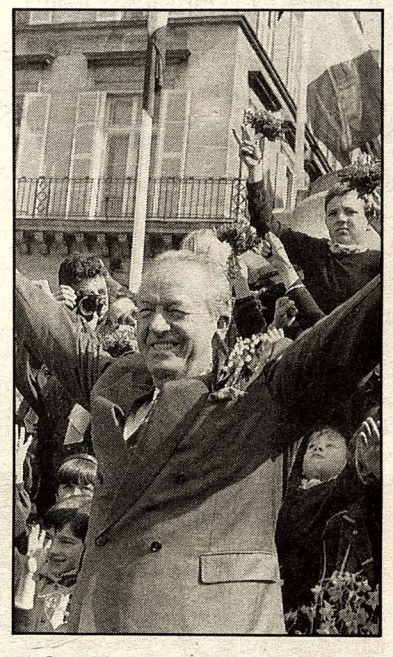
LA nouvelle publication de l'Atelier de création libertaire, consacrée au compte-rendu d'un colloque du CIRA, retrace l'historique de l'apparition de l'extrême droite dans la région Rhône-Alpes (1). Depuis la fin du siècle jusqu'au mouvement lepéniste actuel, la présence de l'extrême droite à Marseille est constante. Déjà en 1792-1793, les forces monarchistes y étaient importantes et s'opposèrent violemment à la Révolution française. De 1900 à 1910, des manifestations et des attaques furent menées par celles-ci contre les immigrés italiens. Par la suite, dans les années 20, apparurent des mouvements royalistes de type maurassien. A noter la présence de Sabiani (fasciste et protecteur de la mafia) en tant qu'adjoint au maire, qui règnera sur la ville de 1919 à 1944.

Lors des guerres coloniales françaises, cette région fournira nombre de cadres issus de la bourgeoisie locale pour s'opposer aux luttes de libération nationale (Indochine et Algérie).

Après s'être attaché au passé de cette ville, le colloque a étudié les causes du développement du Front national, par rapport au reste du territoire (malheureusement, le colloque ayant eu lieu en octobre 1987, on ne perçoit pas l'évolution du Front national lors des dernières élections).

Le Front national fondant essentiellement ses thèses sur le délire anti-immigrés (l'immigration étant, selon eux, synonyme d'insécurité) et sur la « préférence nationale » (rôle identitaire de l'Etat), l'Etat y est réduit à un rôle coercitif (thèse ultra-libérale), ce qui ne permet pas de considérer ce parti comme étant fasciste en tant que tel. Mais les apparences peuvent être trompeuses... (2).

Par ailleurs, il ne faut ni négliger la discipline interne du Front national (particulièrement développée) ni les ramifications entre divers mouvements de droite catholiques, militaires (voir le lycée militaire d'Aix) et l'extrême droite.



Cette brochure permet de mieux comprendre le mouvement d'extrême droite dans la région et l'ensemble du territoire, afin de pouvoir s'opposer efficacement à ces individus tenant un discours xénophobe et sécuritaire.

Gavroche LEPIOLET (Gr. Flores-Magón)

(1) La résistible ascension de l'extrême droite, *Atelier de création libertaire, cette brochure est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 50 F.*

(2) Daniel Guérin, La peste brune.

Actualité du roman noir

Le duo français qui signe sous le pseudonyme de Marie et Joseph nous a livré des romans noirs tantôt passionnants, tantôt plus faibles. Leur précédent, *Le petit roi de Chimérie*, était remarquable, le nouveau serait-il médiocre ? En fait, ce que l'on peut reprocher au *Crime de la rue du Ciel* (Série noire n° 2153) c'est d'être un peu bâclé. Les auteurs avaient une situation en or en imaginant un noble qui organise un parc pour cadres dynamiques, où ils viennent jouer à la guéguerre en treillis. Cette « distraction » est perturbée par des malfrats en goguette et des villageois un peu sorciers. Mais aucun personnage n'est vraiment décrit, aucune sociologie n'est esquissée, un comble quand on sait que Marie et Joseph s'étaient fait une spécialité de décrire des types humains dans leurs intrigues policières !

De son côté, Marc Villard ne faillit pas à sa réputation de chantre des paumés. Son dernier roman, *La dame est une traînée* (Série noire n° 2171), nous plonge dans l'atmosphère glauque que l'auteur affectionne : drogue, jazz nocturne, Noirs marginaux, une petite Amérique à Paris.

Tonino Benacquista, lui, a résolument choisi un lieu original. *La maldonne des sleepings* (Série noire n° 2167) se situe presque entièrement dans le train Paris-Italie. Il s'en tire assez bien malgré l'étroitesse de l'espace. On découvre la profession peu connue de couchettiste et ses aléas ! Par contre l'intrigue évoquant le trafic international de sang aurait mérité de plus amples développements. Mais ne gâchons pas notre plaisir : c'est un livre captivant.

Gérard Delteil est l'auteur de nombreux romans noirs très engagés. Son dernier livre, *Riot-Gun* (Série noire n° 2173), n'est pas d'une folle originalité mais c'est une bonne dénonciation des milices de gardiennage et de la mafia du commerce de la viande, sujet auquel il a consacré aussi un livre d'enquête. Ici, il s'agit seulement d'un polar honnête dont seul le cadre est vraiment original.

Il faut saluer la parution en poche de l'autobiographie de Jim Thompson, *Vaurien* (Rivages). C'est une savoureuse description, pleine d'humour de la vie des précaires dans l'Amérique des années 30. On peut regretter que l'auteur ait gommé de ses souvenirs son engagement politique (pour des motifs éditoriaux ?), sinon c'est un très bon tableau social à travers la vie d'un des plus grands auteurs de polars. Il faut noter que le même éditeur publie la majorité des ouvrages de Thompson (*Sang mêlé, Les alcooliques*, etc.).

Pour terminer ce tour d'horizon, citons le recueil de John Lutz, *Les contes de l'amère loi* (Série noire n° 2168). Il ne s'agit pas du tout de roman noir « social », mais de contes cruels à la manière d'Hitchcock ou de Fredric Brown. Ils ont tous pour cadre le milieu et, après lecture, pas un truand n'osera traverser la rue, ni un policier d'ailleurs ! Terrifiant...

Yves B.

N°751 JEUDI 11 MAI 1989

JOHN OSWALD

Le volontaire de 1789

De nombreux étrangers furent gagnés aux idées de la Révolution française. Il y en eut dans les pays envahis pour sympathiser, avant que les manières de l'occupant français ne détruisent le rêve d'une libération sociale. D'autres firent le voyage. Paris avait une forte communauté cosmopolite. Excepté quelques canailles venues trafiquer (les banquiers Proli et Peyra), la plupart furent des militants sincères comme l'athée Anacharsis Cloots et l'écossais John Oswald.

John Oswald, le « franco-anglais »

Ce dernier est né vers 1755-1760 à Edimbourg. D'abord joaillier puis sous-officier, il est envoyé combattre en Amérique puis aux

A. Cloots.

Indes. Très pauvre, il ne fréquente pas ses collègues officiers, d'autant qu'il s'efforce de comprendre les cultures des pays où il voyage. Il parcourt notamment le pays des Kurdes et des Turcomans. Deux siècles avant la mode hippie, il s'entretient avec des brahmanes et s'intéresse à leur philosophie. Son ouverture d'esprit ne pouvait que lui faire condamner la colonisation. Révolté par le traitement infligé aux Indiens, il démissionne de l'armée.

De retour en Angleterre, en 1784, il devient écrivain et obtient même une petite notoriété comme poète, sous le pseudonyme de Sylvester Otway. Il s'illustre aussi dans l'opposition démocratique anglaise et ne cache pas son athéisme en écrivant une satire, *Comic frogs*, qui lui vaut quelques ennuis. Il dénonce aussi le système parlementaire et la corruption des députés. Ces attaques ne sont pas isolées, il existe alors un courant contestataire, avec des auteurs comme John Horne Tooke, Ogilvie, Spense et même William Godwin, un des précurseurs de l'anarchisme. Lorsqu'éclate la Révolution française, il y a un puissant mouvement de sympathisants en Angleterre, mais qui sera réduit à néant par la guerre.

Oswald n'hésite pas : dès le début de la Révolution, il se rend en France et choisit de rester. Là, il s'affilie pour la forme au Club des Jacobins, mais il collabore surtout au Cercle social de l'abbé Fauchet qui connaît alors un succès considérable. Son idéologie est bizarre ; on y formule des théories sociales audacieuses, par contre sur le plan politique ses animateurs sont très modérés, certains deviendront girondins (Condorcet, Brissot). Inutile de dire qu'Oswald est l'un des rares membres énergiques, c'est-à-dire soucieux d'agir contrairement aux phraseurs. Il participe à la revue *La Chronique du mois* et se charge de traduire en anglais certains pamphlets. Il défend aussi la Révolution auprès de ses compatriotes en polémiquant, notamment avec le réactionnaire Burke par écrit. Oswald signe à cette époque du titre « *franco-anglais* », et on le retrouve siégeant au Club britannique de Paris où il détonne par son énergie. Devenu végétarien au contact des brahmanes, Oswald publie en 1792 une brochure en faveur du végétarisme, *The Cry of Nature*. Cela fit dire au député modéré Thomas Paine qu'Oswald voulait le sang parce qu'il avait été privé de viande ! Il convient donc d'examiner ses idées, pour comprendre en quoi elles terrorisaient les bons bourgeois comme Paine.

Les idées d'Oswald

C'est grâce au Cercle social qu'Oswald fait paraître une série de brochures élargissant sa réflexion pré-révolutionnaire.

En tant qu'étranger, Oswald est sensible à la diffusion de la Révolution. Ce n'est pas un hasard s'il met en sous-titre d'un de ses livres : « *Plan de constitution pour*

W. Godwin.

la République universelle ». La notion d'internationalisme implique, pour les étrangers réfugiés en France, une initiative militaire de la France. C'est ainsi qu'Oswald reçoit la nationalité française en 1792, de même que Cloots, que le Polonais Kosciuszko ou l'Allemand Schiller. L'effondrement de toutes les monarchies d'Europe avec l'aide des armées françaises est un rêve courant (1), jusqu'à ce que la République applique, sous l'impulsion des Jacobins, une tactique nationaliste suivie d'annexions et de pillages des territoires *occupés* (et non « libérés »). Déjà, le 27 mai 1792, Oswald doit défendre au Club des

Jacobins deux orateurs amis venus d'Angleterre. Robespierre essaye quelques insinuations malveillantes pour rendre Oswald suspect, et il s'attire cette réponse sacrilège de l'Ecossais : « *Je ne répondrai pas plus aux soupçons qu'a jetés sur moi M. Robespierre qu'à ceux d'aucun autre membre. Je suis trop au-dessus d'eux* ».

Une « République universelle »

Quel contenu donnait Oswald à son projet de « République universelle » ? Il est certain qu'il répudiait le parlementarisme qu'il qualifiait « *d'association de brigands* ». Il raconte que, très jeune, son admiration pour la Constitution anglaise s'envola après avoir assisté à une séance de la Chambre. « *Le troupeau peut-il être représenté par les loups ? Les monopolistes de la terre, les monopolistes de l'argent, les monopolistes du trafic peuvent-ils représenter un peuple qui est opprimé, écrasé et même affamé par les monopoles de l'argent, du trafic et de la terre ? (...) La réforme parlementaire peut servir à amuser, un temps, le peuple... mais elle ne peut jamais remédier aux défauts ou extirper les vices profondément enracinés du gouvernement* ».

Ce qu'attend Oswald de la Révolution français, c'est de ne pas répéter les mêmes erreurs : et pour cela il faut aller plus loin... « *Quand donc le peuple chassera-t-il à coups de fouets cette horde impure d'acheteurs et de vendeurs qui ont converti en un repaire de brigands le sanctuaire de la loi ?* ». Pour Oswald, le système représentatif fait jouer aux hommes politiques le rôle de magiciens. C'est le « *droit de voter pour se choisir des maîtres* ». Ce système suppose que quelqu'un pense pour les autres. Oswald le remplace par un projet plutôt original. Le rôle politique serait donné à des assemblées populaires de districts, réunissant plusieurs cantons. Les règles de fonctionnement ne peuvent être établies qu'après décision à la base. Quant aux responsables, ils sont tous élus directement avec mandat impératif. Les assemblées primaires désigneraient les administrateurs, plus deux commissaires, qui forment la municipalité. Parmi les commissaires, on élit les députés. Un « *conseil exécutif national* » est chargé de rédiger et de proposer des projets de décrets. Si Oswald n'adopte pas la règle de l'unanimité, il s'en rapproche en proposant les neuf dixièmes des voix populaires pour faire adopter un décret. Une majorité inférieure entraîne la refonte du texte. Le mandat confié aux « députés » n'excéderait pas un an. Le système d'Oswald se rapproche de la démocratie directe ; son projet est un peu une extension radicale du système suisse. Le va-et-vient continuel entre les responsables et les assemblées implique une très petite communauté pour être viable. Il ne s'adapte pas à de grands ensembles humains, mais il a le mérite de penser une société anti-autoritaire. En fait, il bute sur la question du fédéralisme (qui aurait résolu certains problèmes dans son projet). Il va sans dire que ce contemporain de 1789 ne pouvait pas connaître les propositions libertaires dans ce domaine !

Une révolution sociale

Pour Oswald, le changement politique est inséparable d'une révolution sociale. « *Rappelons-nous toujours que la liberté est seulement un autre nom de l'égalité, et qu'aucune nation ne mérite d'être appelée libre, dans laquelle les conditions des hommes sont très inégales* ». Il remet en cause le droit de propriété, ou du moins celui en vigueur dans nos sociétés : « *La propriété est quelque chose qu'un homme fait sien (proprium), en lui communiquant la sueur de son front et l'empreinte de son génie* ». Toute autre forme est abusive, et ceux qui se disent propriétaires sont des voleurs. Ce sont « *les pauvres qui sont les vrais propriétaires, les pauvres opprimés, qui communiquent à la matière la sueur de leur front et l'empreinte de leur génie, sans quoi la matière n'appartient à personne en particulier, mais en commun à tous* ». La pensée d'Oswald contient des aspects égalitaires très clairs, et l'auteur penche pour un communisme non autoritaire. Cela transparaît dans sa méthode pour établir la justice sociale. Il propose comme premier sujet de débat lors de la révolution sociale, de savoir « *si la terre doit être cultivée en commun ou partagée également, entre les individus de la nation* ».

La défense de la Révolution

Dès la déclaration de la guerre (en 1792), Oswald s'était inquiété de la capacité de la France à défendre la Révolution contre l'Europe coalisée. Dans une brochure, *La tactique du peuple* (ou *Nouveau principe par lequel le peuple peut facilement combattre par lui-même sans les secours dangereux des troupes réglées*, 1792), Oswald condamne le principe des armées permanentes, dangereuses dans le cours d'une révolution tout comme dans une société en temps normal. Il ne sera pas écouté, puisque la République pratiquera l'amalgame entre les troupes d'Ancien Régime et les volontaires. Oswald aura tout de même l'occasion de mettre ses idées en pratique lors de la levée des volontaires pour la Vendée. Il reçoit la responsabilité d'un bataillon de piquiers. Mais, dans la pagaille générale qui entoure la levée des volontaires, Oswald ne tarde pas à se faire détester de ses hommes par la rigueur de ses principes. Et c'est ce flottement au sein du bataillon qui est sans doute la cause de la mort d'Oswald, tué par les Vendéens à la bataille des Ponts-de-Cé en septembre 1793.

Il laissait, peu avant de mourir, ce message : « *Espérons que, dans les progrès futurs de la Révolution, la sagesse collective des hommes brisera enfin le joug de fer de la propriété et rendra à nos enfants les félicités de l'âge d'or ; l'hérédité commune de la terre ; la communauté de jouissance sans limite. Cette perspective lointaine est la seule chose qui réjouisse mon cœur au milieu de la corruption de la société ; c'est la seule qui verse en mon sein le baume de la consolation, au milieu des soucis constants qui consument mon existence* ».

YVES
(Gr. « Les Temps Nouveaux »)

(1) D'éphémères républiques furent proclamées à Mayence et à Naples sur le modèle français.

BIBLIOGRAPHIE

Oswald a été étudié en anglais surtout dans des ouvrages littéraires, en France il n'y a guère que les travaux anciens de Lichtenberger : Le socialisme utopique, *Paris, 1898 ;* John Oswald..., *revue de la Révolution française, 1987, tome 2.*

Les brochures d'Oswald, notamment Le gouvernement du peuple *et* Revue de la Constitution de Grande-Bretagne *n'ont jamais été rééditées depuis la Révolution.*

SOMMAIRE

- **PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.**
- **PAGE 3, Politique : L'Europe des requins, Tristes tropiques, Editorial.**
- **PAGE 4, Les luttes : En bref, Paris : Premier Mai, Corse, Requiem pour une forteresse ?**
- **PAGE 5, Société : Bicentenaire et mystification, Contrôler les contrôleurs.**
- **PAGE 6, Société : L'écologie à vendre, Procès des mutins de Poissy.**
- **PAGE 7, Politique : Yasser Arafat à Paris.**
- **PAGE 8, Dans le monde : Premier Mai en Pologne, Berlin.**
- **PAGE 9, Informations internationales : Les nouveaux Croisés, Etats-Unis et Amérique latine.**
- **PAGE 10, Expressions : Gala de soutien à Radio-Libertaire le 17 mai au TLP-Déjazet à 20 h 30, Communiqué de Radio-Libertaire, Sélection de programmes de Radio-Libertaire.**
- **PAGE 11, Expressions : Louis Arti, Notes de lectures, Poésie, Roman noir.**
- **PAGE 12, Histoire : John Oswald, le volontaire de 1789.**